GRC
GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

GAZETTE

AU SERVICE DE LA COMMUNAUTÉ POLICIÈRE DEPUIS 1939

GAGNANT DU PRIX PLATINE MARCOM EN 2017

VOL. 80, N° 2, 2018

LEÇONS DE VIE
LES BASES DE LA PRÉVENTION DU CRIME

AU-DELÀ DE L'IMAGE
UN PROGRAMME MONTRE AUX JEUNES LA RÉALITÉ DES GANGS P. 7

PARLONS TERRORISME
LE GROUPE DE LA MOBILISATION ACCROÎT LA RÉSILIENCE FACE À LA VIOLENCE P. 16

PROFIL D'UN DÉTACHEMENT
INCENDIES, FENTANYL ET TOURISTES SYMPATHIQUES À PINCHER CREEK P. 23

RCMP-GRC.GC.CA

Gendarmerie royale du Canada
Royal Canadian Mounted Police

Canada

GRC
GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

UN UNIFORME À VOTRE NOM VOUS ATTEND

DE LA REMISE DES DIPLÔMES À L'ACTION

Après avoir réussi votre formation à l'École de la Gendarmerie royale du Canada, vous commencerez immédiatement votre carrière policière.

carrieresgrc.ca

Gendarmerie royale du Canada
Royal Canadian Mounted Police

Canada

GAZETTE
Au service de la communauté policière depuis 1939
Vol. 80, N° 2, 2018
Une publication de la Gendarmerie royale du Canada

DOSSIER

7 Cibler les jeunes pour enrayer la violence des gangs
9 Un guide pour expliquer le consentement sexuel
10 Réduire les crimes violents – L'exemple de Maskwacis
11 Entretien : Une agente des programmes communautaires parle de son métier
12 Débat de spécialistes : La prévention et le rôle des policiers dans les écoles
15 Les agents des relations communautaires, maillons indispensables du G7
16 Prévenir la radicalisation chez les jeunes
17 Une équipe au Québec s'emploie à prévenir les incidents de sécurité
18 Les Services maritimes présents dans les régions côtières isolées
19 Des camps de plein air pour rapprocher ados et policiers
20 Les SPA aux côtés des communautés durant les feux de forêt
21 Pratique exemplaire : Kelowna s'attaque au vol à l'étalage

RUBRIQUES

4 Éditorial
5 Actualités
22 Les faits : Cannabis
23 Profil d'un détachement : l'historique Pincher Creek face aux défis d'aujourd'hui
24 Formation : Les chiens de police et la détection du fentanyl
25 Avis d'un expert : Élucider des crimes grâce à l'analyse de la criminalité
26 Dernière page : Des programmes scolaires pour être plus près des jeunes

EN COUVERTURE :
En classe ou dans la communauté, la GRC cherche à améliorer les compétences de vie et à prévenir la criminalité avant qu'elle ne soit bien ancrée.
Photo : *Serge Gouin, GRC*

ÉDITORIAL

PRÉVENIR LA CRIMINALITÉ

Serge Gouin, GRC

Un directeur d'école affirme dans l'un des articles du présent numéro que la prévention n'est pas prestigieuse. En effet, plusieurs ont de la difficulté à s'enthousiasmer face à la prévention du crime.

Mais poursuivez quand même votre lecture : vous apprendrez toute l'importance que peuvent revêtir les programmes de prévention et d'intervention. Les récits sont intéressants, voire inspirants.

Prenons l'exemple de notre article-vedette. Amelia Thatcher y traite des progrès importants que font l'Équipe antigang de Surrey et le Groupe de la jeunesse de la GRC à Surrey en Colombie-Britannique (C. B.) en éloignant les jeunes des gangs. Il s'agit d'abord de briser les mythes entourant la vie dans un gang en laissant un ancien membre de gang présenter la situation telle qu'elle est réellement. Amelia Thatcher écrit aussi sur le modèle intégré de relations communautaires et d'autres fournisseurs de services de la communauté qui vise à réduire la violence des gangs au sein de la Nation crie de Samson à Maskwacis, en Alberta en ciblant les jeunes qui risquent fortement d'adhérer à un gang et en leur donnant d'autres choix de vie.

Pour lutter contre la criminalité, il est essentiel de nouer des liens solides dans les communautés. Paul Northcott a interviewé la préposée aux programmes communautaires de la GRC Maryah Walker quant à son rôle de soutien auprès de la police et des résidents de La Loche, en Saskatchewan. Elle a raconté avoir commencé à créer des liens en partageant un repas communautaire et en apprenant une nouvelle langue.

Paul Northcott s'est aussi penché sur l'importance de la communication. Pendant les feux de forêt l'été dernier, les services de police autochtones de la GRC en C.-B. étaient en état d'alerte et s'inquiétaient de la communauté d'Alkali Lake, qui devrait peut-être être évacuée de nouveau. Ils ont utilisé les ondes de la station de radio locale pour expliquer à la population où se dirigeaient les incendies et de quelle façon les résidents pouvaient rester en sécurité.

Pour le Groupe de la mobilisation des communautés de la GRC en Ontario, qui cherche à prévenir le terrorisme et l'extrémisme, il aura fallu du temps pour gagner la confiance des communautés. Mais aujourd'hui, le groupe tient des ateliers avec des dirigeants communautaires afin d'enseigner aux participants que les facteurs de protection comme le soutien familial et l'estime de soi peuvent empêcher les jeunes de commettre des actes de violence politique avant qu'il ne soit trop tard.

Finalement, pour notre débat, nous avons demandé à quatre policiers de différentes régions du pays de quelle façon la présence policière dans les écoles pouvait contribuer à la prévention. Sans surprise, les liens avec les jeunes apportent toutes sortes de bienfaits, que ce soit des relations de confiance, du bénévolat ou de bons choix de vie.

La prévention de la criminalité n'est certes pas prestigieuse, mais elle est assurément judicieuse. ■

— Katherine Aldred

ERRATUM

Une erreur s'est glissée dans la version anglaise de l'article *Sauvetage en rivière* (vol. 80, nº 1, 2018). Il fallait lire North Saskatchewan River et non Fort Saskatchewan River. Nos excuses à nos lecteurs.

LAURÉATE DU PRIX MARCOM

La Gazette a reçu le prix platine MarCom dans la catégorie magazine/gouvernement pour son numéro sur la formation policière (vol. 79, n° 1, 2017).

Les prix MarCom reconnaissent les réalisations exceptionnelles de professionnels de la communication qui se distinguent par leur savoir-faire, leur créativité et leur initiative. En tant que lauréate du prix platine, la *Gazette* s'est démarquée des autres concurrents en 2017. ■

GAZETTE

ÉDITEUR : Kevin Fowler

RÉDACTRICE EN CHEF : Katherine Aldred

RÉDACTEURS : Paul Northcott, Amelia Thatcher

ÉDITEUR WEB : Richard Vieira

GRAPHISME : Lisa McDonald-Bourg et Jennifer Wale

TRADUCTION : Services de traduction de la Direction générale, GRC

IMPRIMERIE : St. Joseph Communications

La *Gazette* (ISSN 1196-6513) est publiée en versions française et anglaise par la Direction des services de communication nationaux de la Gendarmerie royale du Canada, à Ottawa. La conception de la page couverture ainsi que les articles sont protégés par les droits d'auteur et aucune partie de cette revue ne peut être reproduite sans consentement écrit. Poste-publication, numéro de convention 40064068. La *Gazette* paraît quatre (4) fois par année et est distribuée gratuitement mais en nombre restreint aux services de police et aux organismes d'exécution de la loi. On conseille fortement de la faire circuler. On ne peut pas s'y abonner à titre personnel.

On vous prie de faire parvenir vos lettres, articles et commentaires à la rédactrice en chef de la *Gazette*. La rédaction se réserve le droit de faire la révision. © 2018 GRC.

POUR COMMUNIQUER AVEC NOUS :

Gazette de la GRC
73, promenade Leikin
M8-1, pièce 801
Ottawa (Ontario) K1A 0R2
CANADA

Téléphone : 613-843-4570
Courriel : gazette@rcmp-grc.gc.ca
Internet : www.rcmp-grc.gc.ca/gazette

RESTEZ AU COURANT AVEC LA GRC

Visitez notre site Internet : **www.rcmp-grc.gc.ca**

Suivez-nous sur Facebook : **www.facebook.com/grcrcmp**

Suivez-nous sur Twitter : **@grcrcmppolice #gazettegrc**

Visualisez nos vidéos sur YouTube : **www.youtube.com/rcmpgrcpolice**

AIDER LES CAS SOCIAUX

par Amelia Thatcher

Marie York-Condon, GRC

Des policiers de la GRC patrouillent dans le centre-ville de Yellowknife (T.N.-O.) à l'affût des personnes qui pourraient être aiguillées vers le programme Pathfinders.

Pendant des années, les policiers de la GRC à Yellowknife (T.N.-O.) étaient inondés d'appels pour des désordres sociaux qui n'étaient pas toujours de nature criminelle : itinérant dormant dans un vestibule ou personne indésirable dans un centre commercial, p. ex.

« Une année, nous avons reçu près de 200 appels au sujet d'une même personne, illustre l'insp. Matt Peggs, chef de détachement de la GRC à Yellowknife. On s'est alors interrogé sur la manière de mieux gérer ces cas qui sollicitent fortement les services d'urgence. »

Pour réduire le temps consacré à ce type d'usagers, la GRC et les Services médicaux d'urgence (SMU) ont fait équipe avec le programme de gestion intégrée des cas du ministère de la Justice, aussi appelé Pathfinders, qui aide ces personnes à obtenir les services dont elles ont besoin pour se remettre sur pied; une bonne partie d'entre elles étant des itinérants et des sans-abri.

« Lorsqu'une personne nécessite de multiples services relevant de divers ministères, les choses se compliquent, analyse Katie-Sue Derejko, gestionnaire du programme Pathfinders au ministère de la Justice. Nous essayons donc de tisser des liens avec cette clientèle difficile à rejoindre, afin de l'accompagner dans ses démarches au lieu de la laisser à elle-même. »

En juin, la GRC et les SMU ont identifié les 15 usagers les plus fréquents et les ont aiguillés vers le programme Pathfinders. Des agents (chargés de leur dossier) les aident maintenant à obtenir des services afin de résoudre leurs problèmes, qu'il s'agisse d'itinérance, de toxicomanie ou de santé mentale.

Depuis que la GRC collabore avec le ministère de la Justice, l'insp. Peggs note une diminution du nombre d'appels et de personnes incarcérées pour des désordres sociaux ou des méfaits. Cette baisse est attribuable tant au programme Pathfinders qu'à d'autres initiatives parallèles, municipales celles-là, notamment un centre de dégrisement et une fourgonnette d'intervention.

Selon l'insp. Peggs, la collecte de renseignements et la qualité des enquêtes se sont également améliorées. Parce que les policiers peuvent maintenant se concentrer sur d'autres tâches, le nombre d'accusations pour conduite avec des facultés affaiblies est en hausse de 41 % comparativement à la même période l'an dernier.

« Ça revient à utiliser les ressources plus efficacement, précise-t-il. Maintenant, on a du temps à consacrer aux tâches policières proactives, plutôt que de répondre à des appels qui relèvent davantage d'autres organismes. » ■

NOUVELLE CARTOGRAPHIE DE LA DÉLINQUANCE

par Paul Northcott

Le Service de police régional de York (SPRY) (Ont.) lancera cette année un logiciel de cartographie qui brosse un tableau des délinquants et des crimes commis dans un secteur donné, une première au pays.

Grâce à un projet pilote initial, agents et analystes obtiennent des renseignements sur les secteurs de patrouille, p. ex. les introductions par effraction et la présence de délinquants à risque. Appelé Active Operating Picture (AOP), le logiciel permet aussi de vérifier le respect des conditions de mise en liberté sous caution et d'assurer que les gens faisant l'objet d'une suspension de permis de conduire en respectent les conditions.

Selon Greg Stanisci, gestionnaire adjoint du bureau des services stratégiques du SPRY, le logiciel, créé avec Latitude Geographics, assure un degré supplémentaire de sécurité pour les agents et les citoyens.

« Les agents peuvent désormais visualiser, d'un simple clic sur une carte d'AOP, les délinquants résidant dans un quartier, y compris ceux visés par des accusations d'autres services de police, explique M. Stanisci. Les policiers peuvent déterminer la présence de délinquants à risque dans un secteur où ils prévoient exécuter un mandat, données qui étaient peu accessibles auparavant. »

Ils ont notamment accès au fichier des personnes en liberté sous condition dans la base du Centre d'information de la police canadienne (CIPC), gérée par la GRC.

Avant AOP, ce genre de données devait être consulté par l'entremise du CIPC, mais une vérification hors-ligne était nécessaire pour analyser un quartier donné. Désormais, dans la région de York, ces données sont accessibles quasi instantanément par AOP, depuis le portable d'une autopatrouille ou un appareil mobile.

« Chaque semaine, le CIPC fournit des données précises et à jour sur les délinquants dans le territoire du SPRY », explique Dawn Murray Lubbers, analyste rattachée au centre.

Cela dit, le logiciel rappelle aux agents de confirmer toute donnée transmise avant de prendre des mesures d'application de la loi.

AOP devrait être entièrement fonctionnel dans les six premiers mois de 2018. ■

LES MÉDIAS SOCIAUX : UN ATOUT PRÉCIEUX

Par Paul Northcott

Des enquêteurs du Groupe de lutte contre l'exploitation d'enfants dans Internet (GLEEI) de la N. É. qui craignaient qu'un suspect leur échappe ont bien fait de faire appel aux abonnés de la GRC dans les médias sociaux.

En novembre 2017, la GRC tentait de trouver Aaron Byron Cumberland, contre qui elle a déposé des accusations de leurre, d'incitation à des contacts sexuels et d'avoir rendu accessible à un enfant du matériel sexuellement explicite. Comme leurs recherches n'aboutissaient à rien, les enquêteurs ont demandé l'aide du Groupe des communications stratégiques de la N.-É. Quelques heures plus tard, M. Cumberland était en détention.

« Le message a été très efficace », affirme la gend. Vicki Colford, enquêtrice du GLEEI. « Beaucoup de gens l'ont vu en peu de temps, c'était incroyable. »

Tout a commencé le 16 novembre quand la police a lancé un mandat d'arrestation contre M. Cumberland qui rendait visite à des amis dans la province. Il demeurait introuvable et la police redoutait qu'il se rende aux États-Unis.

« Dans les médias sociaux, il disait rester avec différentes personnes à différents endroits, alors il était difficile de le trouver », indique la gend. Colford.

La police a fini par apprendre que M. Cumberland devait prendre un vol le 18 novembre. Le plan était donc de l'arrêter à l'aéroport international Stanfield de Halifax, mais la veille, le GLEEI a découvert qu'il avait changé ses plans.

« On craignait qu'il nous échappe », ajoute la gend. Colford. Des agents ont alors décidé de s'adresser à leurs collègues des communications stratégiques.

Dès qu'il est devenu évident que M. Cumberland représentait une menace pour la sécurité publique, sa photo a été publiée dans les comptes Facebook et Twitter de la GRC en N.-É. pour informer les abonnés qu'il était recherché. Plus de 100 000 personnes ont vu l'information en une heure.

GRC

La GRC en N.-É. s'est servie de ses comptes de médias sociaux pour trouver une personne d'intérêt.

Moins de trois heures plus tard, le suspect se rendait à la police régionale de Halifax. Il a depuis été accusé et son procès est prévu en juin.

« Dans ce cas, l'utilisation des médias sociaux a mis de la pression sur M. Cumberland », de dire Lia Scanlan, conseillère supérieure en communications. D'après moi, il a dû recevoir un appel où on lui a conseillé de chercher son nom sur Google. » ■

LES DISPOSITIFS DE LOCALISATION PEUVENT SAUVER DES VIES

par Paul Northcott

Le soir du 26 janvier 2018, forcés d'interrompre leur trajet de Hopedale à Natuashish à cause du mauvais temps et de l'impraticabilité de la route, Matthew Lougheed et son partenaire de motoneige se sont réfugiés dans une anfractuosité isolée de la côte accidentée du Labrador.

Transportant avec lui un dispositif personnel de localisation, M. Lougheed (34 ans) n'a pas paniqué : il savait que les secours arriveraient bientôt.

La GRC au Labrador est d'avis que l'emploi de dispositifs personnels de localisation pour secourir des gens en détresse en pleine nature permet d'économiser du temps et de sauver des vies, comme en ont fait l'expérience deux motoneigistes en janvier dernier.

Sitôt activée la fonction S.O.S. de l'appareil, l'emplacement exact des deux hommes a été transmis aux sauveteurs – notable économie de temps et de ressources. Un tel outil est particulièrement précieux pour la recherche de personnes disparues dans les régions vastes et éloignées comme le Labrador.

« Ça nous a vraiment sauvé la vie… Ils savaient pile-poil où nous trouver », dit M. Lougheed, qui raconte comment le duo s'est allumé un petit feu à -40 °C avec le refroidissement éolien.

En 2016, la GRC à Hopedale, des organismes locaux et plusieurs communautés Nunatsiavut se sont cotisés pour acheter dix transmetteurs par satellite qui sont mis gratuitement à la disposition de ceux qui s'aventurent en pleine nature.

Le serg. Darryl MacMullin fait savoir que le Détachement de Hopedale n'a prêté que très peu de ces appareils, pourtant assez petits pour tenir dans la paume de la main.

« Je préférerais qu'ils soient tous utilisés, déclare-t-il. Si tout le monde s'en servait, on n'aurait plus à conjecturer, on pourrait immédiatement dépêcher nos équipes de secours terrestre au lieu exact d'où provient le S.O.S., ce qui nous ferait gagner du temps, si précieux dans ce genre d'affaires. C'est un outil formidable. »

Pour expliquer l'impopularité des transmetteurs, le serg. MacMullin avance cette hypothèse : les résidents locaux, qui ont l'impression de bien connaître ce territoire où ils ont vécu toute leur vie, ou bien jugent l'appareil superflu, ou bien voient dans son emploi un signe de faiblesse.

M. Lougheed, rempli de gratitude envers ceux qui l'ont secouru, est d'accord.

« Je commence à croire que certains chasseurs ou voyageurs sont trop orgueilleux pour s'en servir, analyse-t-il. Par beau temps, il n'y a aucun problème, on sait où on va. Mais lorsqu'il neige, que le vent souffle à 80 km/h et qu'on ne voit plus rien devant soi, on juge la situation autrement. Je ne vais plus nulle part sans en emporter un avec moi. » ■

GRC à Surrey

L'Équipe de lutte contre les gangs de Surrey (ELGS) présente le programme Shattering the Image, qui vise à dissiper auprès des jeunes les mythes de la vie dans un gang.

L'HEURE JUSTE AUPRÈS DES JEUNES

PRÉVENTION DE LA VIOLENCE DES GANGS À SURREY

par Amelia Thatcher

Pour mettre fin à la violence des gangs à Surrey (C.-B.), le plus grand détachement de la GRC consacre plus de temps que jamais dans les écoles primaires et intermédiaires dans une vaste campagne de prévention et d'intervention.

« Il s'agit toujours de prévenir l'implication des jeunes dans le crime, la violence et les gangs, explique le serg. Neil Kennedy, responsable du Groupe pour les jeunes de la GRC à Surrey. Pour mettre toutes les chances de notre côté, nous devons intervenir de façon précoce. Les années précédant le secondaire sont critiques. »

Le Groupe pour les jeunes a vu ses effectifs croître de 20 p. 100 en trois ans et s'adresse à un segment plus jeune, à partir de la 4e année. Grâce aux programmes Wraparound, Shattering the Image et Game On, la police encourage les jeunes à faire des choix de vie sains qui les éloignent du monde des gangs.

« Ces programmes nous permettent de joindre les jeunes et de les orienter vers des choix de vie constructifs, ajoute le serg. Kennedy. Les jeunes apprennent à établir des relations positives et à adopter des comportements sains. »

PROGRAMME *SHATTERING THE IMAGE*

Dans l'année écoulée, le Groupe pour les jeunes et l'Équipe de lutte contre les gangs de Surrey (ELGS) ont collaboré étroitement avec le district scolaire pour mobiliser les jeunes de 8 à 13 ans avant qu'ils ne prennent la mauvaise voie.

« Pourquoi attendre qu'ils aient 14 ou 15 ans quand nous pouvons aller en amont et soutenir les enfants à l'âge de 8 ou 9 ans, précise Rob Rai, directeur des relations communautaires et avec les écoles au district scolaire de Surrey. La prévention n'a pas d'aura prestigieuse, mais elle est bien plus efficace. »

Sur le plan de la violence des gangs, le serg. Michael Sanchez de l'ELGS a constaté la prévalence de nombreux mythes chez les jeunes, comme celui que les gangs procurent richesse et puissance; les dimensions de violence et de crime sont souvent minimisées.

« Il fallait trouver le moyen d'empêcher la prochaine génération d'entrer dans les gangs, dit il. Nous devions briser le mythe d'une vie prestigieuse et donner l'heure juste sur les gangs. »

Avec le soutien du district scolaire, il a fait équipe avec Jordan Buna, ancien membre d'un gang devenu défenseur des jeunes, pour créer le programme Shattering the Image, un exposé de sensibilisation au danger des gangs pour les écoles primaires, intermédiaires et secondaires.

Adapté d'un programme provincial, End Gang Life, créé par l'Unité mixte d'enquête sur le crime organisé (UMECO) de la C.-B., Shattering the Image vise l'univers des gangs propre à Surrey.

« Notre message est taillé sur mesure, souligne le serg. Sanchez. Des enfants de plus en plus jeunes sont ciblés et recrutés par les gangs. »

REMETTRE LES PENDULES À L'HEURE

Selon le serg. Sanchez, des enfants d'à peine 12 ans sont recrutés. Bon nombre sont exposés à l'image des gangs dans les médias sociaux, dont Facebook et Snapchat. Il n'est pas rare de voir des jeunes publier des photos avec des flacons de vodka, des pistolets à air comprimé et des sachets de marihuana, qui banalisent le comportement de gang chez les jeunes de la 5e et de la 6e.

Le programme Shattering the Image explique aux jeunes pourquoi ces comportements sont risqués et les incite à faire preuve de discernement dans les médias sociaux. Il aborde également l'histoire des gangs dans le Lower Mainland, les gangs actuels à Surrey, les dernières tactiques de recrutement et les tendances dans la rue.

Le serg. Sanchez suit l'évolution des tendances sur le terrain et parle de son expérience de policier dans sa présentation.

« Dernièrement, nous avions de la difficulté à repérer les drogues dans les fouilles de véhicule, relate-t-il. Une enquête a révélé que les nouvelles recrues les dissimulaient dans leur cavité anale. La tactique, si elle n'est pas nouvelle, se répand de plus en plus à Surrey, alors j'en parle dans mon exposé. »

Le dernier segment du programme est le récit bouleversant de Jordan Buna, qui a été impliqué dans le crime et les gangs à l'adolescence à Surrey.

« Je fais part de mon expérience personnelle et montre l'importance des choix qu'on fait, dit-il. Les jeunes ne sont pas conscients des répercussions de leurs décisions; je leur en donne donc un exemple concret. »

M. Buna se décrit comme le fils d'une bonne famille biparentale qui a frayé avec des gens peu recommandables en 5e et en 6e. Dans la vingtaine, il a trempé dans le trafic de drogues et a été arrêté pour trafic de drogues et port d'armes. Après avoir fait de la prison, il s'est repris en main en obtenant un diplôme en psychologie et en criminologie. Depuis, il sillonne la province pour relater son histoire personnelle dans le cadre des programmes End Gang Life de l'UMECO et Shattering the Image.

« C'est ce que nous voulions faire à Surrey, car ici les jeunes parlent déjà de drogues et de gangs, explique M. Buna. Je veux aborder le sujet dès la 7e année pour dissiper les mythes véhiculés dans les médias sociaux et par les camarades de classe. »

Depuis le début du programme en septembre dernier, la demande à l'égard des exposés s'est décuplée. On a donc affecté deux membres de plus à l'ELGS pour y répondre.

GRC à Surrey

Les membres du Groupe pour les jeunes de la GRC à Surrey travaillent avec les écoles locales pour établir des relations constructives avec les jeunes, dans l'espoir de les détourner de la criminalité

LE DROIT CHEMIN

Une autre initiative de prévention du crime chez les jeunes à Surrey est le programme Wrap. Conçu de concert avec le district scolaire, il cherche à dissuader les jeunes à risque d'adhérer au mode de vie de la drogue et des gangs en les entourant d'un éventail de ressources communautaires. L'initiative est devenue si populaire qu'il y a maintenant une liste d'attente.

« Nous ne voulions pas que les jeunes sur la liste d'attente soient laissés à eux-mêmes, se rappelle le serg. Kennedy. Il nous fallait empêcher les facteurs de risque – comme les relations malsaines, l'activité criminelle, l'absentéisme scolaire, la toxicomanie et les troubles de santé mentale – d'établir leur emprise. Il s'agit de forts incitatifs à rallier le monde du crime. »

C'est pourquoi le Groupe pour les jeunes a coopéré avec les Grands Frères et le district scolaire pour créer Game On – un programme de mentorat de 12 semaines visant les jeunes manifestant les signes d'un comportement lié aux gangs. L'initiative permet de mettre les jeunes en contact avec des leaders modèles et des mentors qui les ramèneront dans le droit chemin, avant qu'une intervention plus musclée ne devienne nécessaire.

La clé consiste à exposer les jeunes à des modèles positifs, car dès la 8e et la 9e année, la plupart ont déjà établi leurs valeurs sociales et morales, et leurs relations. En allant au-devant des jeunes plus tôt, on peut avoir une influence bénéfique sur leurs décisions futures.

« Le programme remplace les comportements négatifs qui suscitent une réaction néfaste, selon le serg. Kennedy. Une fois mobilisés, les jeunes comprennent qu'ils ont amorcé le virage et ont leur vie en main. »

Les programmes Shattering the Image, Wrap et Game On reposent sur la volonté de créer des liens solides et positifs entre les jeunes et la police. Qu'il s'agisse de parler aux jeunes des réalités de la vie dans les gangs ou de mobiliser ceux qui trempent déjà dans la criminalité, la police a un rôle déterminant à jouer dans la prévention du crime à Surrey et ailleurs.

« Ces jeunes cherchent ardemment à s'attacher à quelque chose ou à quelqu'un symbolisant la réussite, la puissance et le prestige, précise le serg. Sanchez. Quand nous effectuons un rapprochement et leur parlons des choix qu'ils font, ils diront souhaiter devenir policiers. Et c'est le fruit de ce rapprochement que nous avons opéré avec eux. » ■

MENTORAT : UN EXEMPLE DE RÉUSSITE

par le serg. Neil Kennedy, Groupe pour les jeunes de la GRC à Surrey

Le premier jeune que j'ai pris sous mon aile était en 7e année. Très timide, il n'avait pas une haute estime de soi et ne prenait pas soin de lui même. En l'entourant de pensées positives, je l'ai aidé à sortir de sa coquille : c'est vite devenu l'un des jeunes les mieux habillés à l'école.

Il n'était pas très bâti, mais à la fin de l'année, lorsqu'il redressait ses quatre pieds cinq, il semblait faire six pieds : plein d'assurance, engageant et toujours prêt à rendre service. Selon sa mère, mon mentorat a fait des merveilles auprès de lui.

Il est maintenant en 9e et je lui rends visite de temps à autre. Il a un bon groupe d'amis et voit désormais l'école comme une bonne chose. Ce qui me réjouit le plus, c'est de soutenir des jeunes en difficulté et leur donner de véritables chances de réussir.

SENSIBILISATION AU CONSENTEMENT SEXUEL

UN GUIDE DE POCHE COMME OUTIL DE PRÉVENTION

par Amelia Thatcher

Le consentement sexuel est un sujet brûlant d'actualité sur les campus et l'Université de la C.-B. (UBC) à Vancouver ne fait pas exception. C'est pourquoi le gend. Ian Sim, agent de liaison avec la communauté au Détachement de l'Université de la C.-B. (UBC) de la GRC, a eu l'idée l'an dernier de créer le guide de poche *Comprendre le consentement sexuel*.

« Il faut travailler plus intelligemment, s'exclame-t-il, et pour moi, cela passe par la prévention. Lorsque le mal est fait, il est trop tard pour les victimes. »

Son guide explique, à l'aide de pictogrammes et de mots simples, ce qui constitue ou pas un consentement et donne les numéros à composer pour obtenir de l'aide ou signaler un incident.

Le gend. Sim et d'autres policiers du Détachement de l'UBC en ont fait un outil de prévention et d'éducation qu'ils distribuent aux conseillers dans les écoles élémentaires et secondaires de la région, ainsi qu'aux étudiants de l'UBC.

« Si ça peut favoriser la discussion sur ce sujet sensible, j'en suis heureux, explique-t-il. Et si ça permet d'éviter des incidents, c'est encore mieux. »

UN MESSAGE PORTATIF

Le gend. Sim a créé le petit guide (dépliant recto verso) après avoir vu une affiche de la GRC. Celle-ci expliquait adroitement et de façon créative la notion de consentement sexuel – un sujet qui préoccupe les politiciens, les milieux de travail, les écoles et la police ces dernières années.

Créée en 2016 par les Services nationaux de la prévention du crime de la GRC, l'affiche visait à aider les écoles et les policiers à lancer des discussions sur la violence par un partenaire intime et le consentement sexuel.

« Nous voulions intégrer l'imagerie que les jeunes utilisent chaque jour, comme les émoticônes, souligne Louis Zuniga, gestionnaire des Services nationaux de la jeunesse, pour que le langage utilisé résonne chez eux et leur soit compréhensible. »

La simplicité des couleurs de l'affiche a plu au gend. Sim, qui voulait toutefois quelque chose de plus pratique et compact à distribuer lorsqu'il patrouille à pied. Il a donc communiqué avec les Services de prévention criminelle de la C.-B. qui en ont fait un format réduit.

« Je voulais toucher un public plus large, dit-il. Ce format de poche peut être distribué dans les écoles élémentaires et secondaires, à l'université, à la clientèle des bars, ainsi qu'aux parents. »

Il s'en sert lorsqu'il discute de consentement avec des ados et de jeunes adultes. Avec les pictogrammes, même ceux qui ne connaissent ni l'anglais ni le français (les deux langues dans lesquelles le guide est produit actuellement) comprennent le message.

UN SUCCÈS SUR LE CAMPUS

Le gend. Sim distribue des exemplaires du guide depuis l'été dernier. Ils se sont véritablement envolés à la rentrée en septembre.

« Je patrouillais lorsque des centaines de jeunes allaient dans les fraternités étudiantes pour fêter, se souvient-il. Je donnais des contraventions de 230 $ pour possession d'un contenant d'alcool ouvert, mais aussi des guides de poche. »

Jusqu'à maintenant, il n'a reçu que des commentaires positifs de la part des jeunes et des étudiants universitaires. Récemment, il est tombé sur le président du Conseil interfraternité de l'UBC sur le campus et a été surpris d'apprendre que ce dernier transportait lui aussi une pile de guides.

« Ça transporte la discussion là où elle doit avoir lieu, confirme Jeriah Newman. Ces guides sont chouettes parce qu'on les emporte avec soi – on peut les mettre dans la poche et les lire n'importe quand. »

Selon lui, de nombreux étudiants ne comprennent pas très bien ce qu'est le consentement et le guide les ramène à la réalité, avec ses messages simples rappelant que le consentement n'est pas implicite et qu'il faut toujours demander la permission.

L'administration du campus s'y intéresse aussi. Cette année, le bureau du logement étudiant en a commandé 10 000 exemplaires pour les distribuer dans les résidences.

« C'est un enjeu qui concerne chaque communauté, d'un océan à l'autre. Le traumatisme résultant de la violence sexuelle peut bouleverser une vie, insiste le gend. Sim. Et ce guide va contribuer à changer les choses, parce que nous donnons à des milliers d'ados et de jeunes adultes un outil pour mettre fin aux agressions et au harcèlement sexuels. » ■

GRC en C.-B.

Le gend. Ian Sim distribue le guide de poche *Comprendre le consentement sexuel* aux étudiants de l'UBC à Vancouver.

COLLABORER POUR ENRAYER LA VIOLENCE DES GANGS

L'EXEMPLE DE MASKWACIS

par Amelia Thatcher

En 2012, la Nation crie de Samson à Maskwacis (Alb.) traversait une crise. Les crimes violents et l'absentéisme à l'école battaient tous les records : plus de 300 jeunes étaient membres de 13 gangs dans cette petite communauté des Premières nations de 8000 âmes au sud d'Edmonton.

« Tout indiquait qu'il se passait quelque chose chez les jeunes et nous avons commencé à fouiller la question, explique Vernon Saddleback, chef de la Nation de Samson. Nous devions réfléchir et trouver le moyen d'agir pour changer les perspectives pour notre peuple et nos enfants. »

Intrigués par le succès du modèle intégré de relations communautaires (MIRC) de Prince Albert (Sask.), qui réunit à la même table police et organismes de services communautaires, le chef Saddleback et des membres du Détachement de la GRC à Maskwacis se sont dit qu'il valait la peine de l'essayer.

En septembre, horrifiés de voir les écoles désertées par les élèves, les enseignants ont demandé l'aide du conseil scolaire. Quelques jours plus tard, le MIRC voyait le jour à Samson.

Depuis, le Groupe des interventions communautaires de la GRC à Maskwacis a aidé Ermineskin, une autre réserve de la région, à mettre sur pied son propre MIRC et fait actuellement de même avec les deux autres réserves de Maskwacis.

GRC à Maskwacis

Le MIRC de la Nation crie de Samson en Alberta regroupe des représentants d'organismes communautaires, gouvernementaux et de police qui se penchent sur les dossiers à risque élevé qui concernent plus d'un organisme.

TRAVAILLER ENSEMBLE

Une fois par semaine, les MIRC discutent des dossiers que les organismes ne peuvent gérer seuls. Des fournisseurs de services (bien-être communautaire, jeunesse, éducation, logement, soutien du revenu, santé, probation, aide à l'enfance et à la famille) collaborent avec la GRC afin d'accompagner les personnes susceptibles de se faire du mal ou de nuire à leur communauté.

« L'idée, c'est d'intervenir rapidement pour enrayer la criminalité, la violence et la victimisation, analyse la gend. Morgan Kyle, agente de ressources communautaires au Détachement de la GRC à Maskwacis. On se veut proactifs plutôt que réactifs. »

Les dossiers soumis au MIRC présentent au moins trois facteurs de risque entre alcool, drogue, santé mentale, comportements criminels, école buissonnière, logement, association à des gangs et problèmes de parentalité. Une fois le dossier accepté, les organismes compétents s'en saisissent et établissent conjointement un plan d'action.

« Plutôt que de travailler en vase clos, les organismes collaborent à présent; les gestionnaires s'échangent leurs numéros de cellulaire et le nombre de dossiers baisse parce qu'on utilise les bonnes ressources pour résoudre les problèmes, détaille le chef Saddleback, qui préside les réunions du MIRC. »

COMBLER LES LACUNES

C'est la GRC qui transmet la plupart des cas aux MIRC puisqu'elle suit les dossiers dans le Système d'incidents et de rapports de police. Analyste de renseignements criminels au Détachement de la GRC à Maskwacis, Christall Paul est chargée du repérage des dossiers.

« Je cherche les dossiers liés à des problèmes de santé mentale, de violence domestique ou de trafic de drogue et je recense les facteurs de risque dans l'histoire de la personne ou de la famille, explique-t-elle. Nous tentons de réagir en amont, en cernant les facteurs de risque élevés avant qu'un incident grave se produise. »

Mais pour cela, il faut qu'il y ait suffisamment de services et de soutien communautaires en place. Et c'est ce que le MIRC a contribué à améliorer à Samson : en cernant les besoins dans la communauté, il a aussi montré les services qui faisaient défaut. C'est ainsi que de nombreux programmes ont été créés.

« À titre d'exemple, on a réalisé que de nombreux incidents qu'on nous signalait la nuit étaient causés par des jeunes désœuvrés, illustre la gend. Kyle. Grâce au MIRC, on a pu multiplier les programmes pour les occuper. »

Le chef Saddleback est catégorique : depuis le lancement du MIRC en 2012, le nombre de gangs et la violence ont beaucoup baissé. Et la communauté est plus encline à parler et à résister maintenant - tout le monde veut une communauté plus sûre.

« Je ne me bats pas contre les criminels, mais contre ce qui les pousse à le devenir », précise le chef Saddleback, avant d'ajouter : Le MIRC a donné aux membres de la communauté les moyens de choisir une meilleure voie. » ■

UN RAPPROCHEMENT AVEC LA COMMUNAUTÉ

L'AGENTE DE PROGRAMMES AIDE LES GENS À ACQUÉRIR DES COMPÉTENCES

Maryah Walker est agente de programmes communautaires au Dét. de La Loche de la GRC en Sask. Première titulaire de ce poste civil dans la province, elle assure une liaison entre la communauté et la police. Paul Northcott s'est entretenu avec elle sur son métier, ses défis et ses réussites.

Photo fournie par Maryah Walker

L'agente de programmes communautaires Maryah Walker contribue à inculquer les outils, les aptitudes et les connaissances qui favorisent l'autonomie des gens de la communauté.

QUEL EST LE RÔLE D'UN AGENT DE PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES?

Je travaille avec la communauté à élaborer des initiatives de prévention et de réduction du crime. Il s'agit de mettre en œuvre de façon concrète les priorités nationales et divisionnaires de la GRC en la matière. Il ne me revient pas de dire aux gens comment améliorer les choses. À l'issue de consultations avec les gens, nous déterminons des programmes qu'ils mettront en œuvre avec le soutien de la police; l'expérience révèle que c'est la meilleure façon de procéder.

QUEL EST VOTRE RAPPORT AVEC LES POLICIERS?

Je laisse les membres se concentrer sur les enquêtes. Lorsqu'une école souhaite un exposé, je prends les dispositions nécessaires et je conçois la présentation pour que le membre de la GRC exploite au mieux le temps consacré en classe. De plus, je contribue à sensibiliser les membres à la culture de la communauté, ce qui a une incidence sur les interventions. Nombre de nos membres n'ont jamais travaillé ni vécu dans une communauté dénée et c'est à moi de favoriser un rapprochement.

QUELLE EST L'UTILITÉ DE L'AGENT DE PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES POUR LA GRC?

Accaparés par les demandes d'intervention, les membres n'ont souvent pas le temps de se consacrer à la police communautaire. C'est mon rôle de développer les capacités de la communauté – inculquer aux gens, en les sensibilisant à Échec au crime, aux gangs et aux agressions sexuelles, les outils qui les aideront à prévenir et à réduire le crime. Nous leur offrons les connaissances pour les aider à faire des choix éclairés.

QUELS SONT LES OBSTACLES À VOTRE TRAVAIL?

Pour nos séances de sensibilisation, la tradition veut que les gens se réunissent autour d'un repas. Malheureusement, le budget nous manque et, lorsque nous travaillons avec les jeunes, le repas est le point de départ des initiatives de programme. Heureusement, j'ai établi de bonnes relations avec le maire, le conseil municipal et le centre d'amitié local. Conscients de la valeur des initiatives communautaires, ils sont heureux d'assumer le coût des dîners ou des collations.

Quittant Kitchener pour venir m'établir ici en 2011, la jeune mère que j'étais a éprouvé un choc culturel certain. J'ai cependant su m'adapter à la communauté, j'en apprécie le rythme de vie et j'ai adopté de nouveaux passe-temps.

PARLEZ-MOI D'UNE DE VOS RÉUSSITE.

J'ai travaillé avec un groupe de jeunes hommes qui étaient démobilisés – séchant les cours et faisant des choix de vie malsains. De concert avec le travailleur social de l'école, j'ai entrepris d'offrir des séances hebdomadaires sur l'acquisition de compétences de vie. Au fil du temps, nous avons tissé des liens intimes avec les jeunes et quatre d'entre eux obtiendront leur diplôme cette année. Que de chemin parcouru : aujourd'hui, ils sont des mentors pour les autres jeunes.

EN TANT QUE NON-AUTOCHTONE DANS UN SECTEUR AUTOCHTONE, COMMENT TISSEZ-VOUS DES LIENS AVEC LA COMMUNAUTÉ?

Mon fils et moi avons fait l'effort de nous intégrer dans la communauté. Il parle déné et je me débrouille assez bien aussi. Nous avons participé à des événements communautaires au sein desquels nous avons noué de solides amitiés et établi un réseau de soutien. Je suis ainsi plus efficace dans mes fonctions, grâce au lien de confiance érigé avec la communauté.

QUEL GENRE DE SOUTIEN ÊTES-VOUS EN MESURE D'APPORTER À LA COMMUNAUTÉ?

Grâce à la relation de confiance que j'ai nouée avec eux, les gens s'ouvrent à moi. Je dois ajouter que le soutien qu'ils m'offrent est à la mesure de l'appui que je leur apporte. Ensemble, nous avons vécu des pertes profondes, j'ai été bouleversée par des événements tragiques qui ont secoué la communauté. Si nous sommes demeurés ici, c'est grâce au soutien de la communauté. C'est une relation mutuellement enrichissante. Je n'ai pas de famille ici, mais ces gens sont ma famille. ■

GRC en C.-B.

D'après la gend. Meighan De Pass, des échanges positifs entre jeunes et policiers dans les écoles permettent d'accroître la confiance et la mise en commun d'informations, ce qui profite immédiatement aux jeunes et à la société en plus de pouvoir aider aux enquêtes.

COMMENT LA PRÉSENCE DE POLICIERS DANS LES ÉCOLES CONTRIBUE-T-ELLE À LA PRÉVENTION?

LES SPÉCIALISTES

- **Gend. Meighan de Pass, agente de liaison avec les écoles, Détachement de Sidney North Saanich (Colombie-Britannique)**
- **G.s. Robert Cleveland, gendarme communautaire autochtone, Relations sociopolicières, Thompson (Manitoba)**
- **Gend. Brad Kelly, enquêteur des services généraux, Détachement de Carmacks (Yukon)**
- **Gend. Stephen Duggan, services généraux, District de Queens (Île-du-Prince-Édouard)**

Quelle est l'efficacité des activités de prévention et de sensibilisation que la police mène dans les écoles (p. ex. pour lutter contre l'intimidation, la violence, la toxicomanie, la conduite avec facultés affaiblies)? Quatre policiers de la GRC nous parlent des avantages et inconvénients de la présence policière en milieu scolaire ainsi que de son incidence sur la conduite des jeunes.

GEND. MEIGHAN DE PASS

Le Détachement de Sidney North Saanich illustre bien le succès que peut obtenir un service de police qui investit dans la jeunesse. Devant l'inquiétante montée des violences liées à la drogue et à l'alcool qui a culminé avec un meurtre en 1994, le détachement a élaboré un programme graduel de prévention du crime dans les écoles primaires et secondaires sur son territoire.

Cette approche vise l'établissement d'une présence policière positive dans les écoles, que ce soit par la communication de consignes de sécurité, la sensibilisation aux dangers de la drogue, des ateliers de sécurité à vélo, une introduction au code de la route ou la création de liens par divers moyens, notamment des activités sportives dirigées par des policiers.

Nous collaborons étroitement avec la direction des écoles, ce qui nous permet d'agir rapidement en cas d'incident dans l'enceinte scolaire (p. ex. intimidation, exploitation). Le changement de comportement observé en ce qui touche les interventions de témoins et les signalements montre clairement aux agents de prévention du crime que leur action éducative porte ses fruits.

Ces mesures de prévention axées sur les relations interpersonnelles et l'éducation ont pour effet pratique de stimuler les échanges positifs entre jeunes et gendarmes des services généraux. Plus la relation entre la communauté et la police est solide, plus l'information circule avec fluidité, ce qui profite directement aux enquêtes.

Élaborer une stratégie efficace de prévention du crime suppose la connaissance du public cible, et disposer d'informations à

jour est essentiel à cette connaissance. Une stratégie efficace peut se traduire par une réduction des demandes de service, une baisse du degré de violence des incidents impliquant des jeunes et une augmentation des occasions de créer des liens positifs.

Bien des jeunes qui conversent avec des policiers en dehors de tout cadre formel veulent en savoir plus sur l'agent de liaison dans leur école, et lorsqu'ils ont des ennuis, ils songent souvent au fait d'avoir déçu ce dernier, ce qui montre la profondeur du lien qui peut se développer entre eux.

De tels liens sont d'une importance cruciale, car nombreux sont les jeunes qui n'ont personne pour leur enseigner les bons comportements à adopter. Comment pourraient-ils devenir des élèves motivés et respectueux des lois s'ils ne savent pas à quoi ressemble un tel élève?

Beaucoup de jeunes n'ont pas accès à un lieu sûr — ou sont incapables d'en réclamer un. Se faire leur porte-voix ou agir auprès d'eux comme personne de confiance peut être décisif dans leur choix d'éviter les comportements risqués et les occasions de devenir la cible d'un acte criminel.

En semblable matière, certains des principaux indicateurs de succès sont de nature anecdotique : notre précédent agent de liaison dans les écoles a récemment reçu un texto d'une ancienne élève qui voulait lui faire savoir qu'elle avait grâce à lui trouvé le courage de témoigner en cour.

Notre présence soutenue en milieu scolaire sert à combattre l'image souvent négative des policiers que la culture pop véhicule sur les médias sociaux. Nouer des liens avec les jeunes procure un bénéfice immédiat à la collectivité en plus de préparer la récolte de bénéfices ultérieurs, une fois ces jeunes devenus adultes.

« Ma présence en milieu scolaire favorise le développement de bonnes relations avec les élèves et le corps enseignant. On montre aux jeunes que les policiers sont des êtres humains qui se soucient d'eux. »

— G.s. Robert Cleveland

G.S. ROBERT CLEVELAND

En ma qualité de gendarme communautaire autochtone travaillant et vivant au sein de ma propre communauté, je suis dans une position assez singulière. Ces six dernières années et demie, j'ai été agent des relations sociopolicières au Détachement de Thompson.

Le fait d'être Métis m'a ouvert bien des portes. Ayant été agent de liaison dans plusieurs écoles locales, j'ai enseigné les programmes DARE et Bouclier autochtone à des classes de niveaux variés en milieu rural et urbain. J'ai aussi été invité à parler aux enfants des drogues, de la méfiance envers les inconnus, du compagnonnage, du recrutement et du sextage. Mes visites dans les écoles sont quasi quotidiennes.

Que je rencontre des enseignants ou participe aux cérémonies du jour du Souvenir, à la Journée nationale des Autochtones, à une fête de Noël, au Jour de la citoyenneté ou à une expo-sciences, j'échange fréquemment avec les élèves. J'assume différentes fonctions en milieu scolaire et suis membre de plusieurs comités, dont celui pour l'éducation des adolescents en matière de santé.

Enfin, je demeure à la disposition des écoles qui demandent de l'aide pour régler tel ou tel problème (p. ex. intimidation, utilisation d'Internet, comportements déviants).

Je crois que ma présence en milieu scolaire favorise le développement de bonnes relations avec les élèves et le corps enseignant. On montre aux jeunes que les policiers sont des êtres humains qui se soucient d'eux. Être attentif à l'instant présent et s'engager auprès des élèves, voilà qui contribue à la construction de saines relations.

Les élèves n'ont pas peur d'approcher les policiers, et cela aide à lever les barrières, à l'école comme dans la vie. Coordonnateur du plan SAFE à Thompson, j'ai mené des exercices de confinement dans les établissements scolaires. Ces exercices transmettent un message fort : les policiers sont là pour garantir la sécurité de chacun. Les élèves sont rassurés de savoir que la police a pour mission de les protéger.

J'ai constaté que beaucoup d'élèves étaient curieux d'en savoir plus sur le métier de policier, et comme je suis présent sur place, ils peuvent me poser des questions, me faire part de leur vision, de leurs idées, et envisager les choses d'un point de vue différent.

Parler avec les élèves autochtones est un excellent moyen de dissiper les mythes et contrevérités qui courent au sujet des policiers, d'où l'intérêt de notre présence dans les écoles. Certains ont de nous une mauvaise opinion, mais beaucoup d'autres ont avec nous des échanges constructifs.

La GRC compte un grand nombre de membres qui incarnent d'excellents modèles de conduite et qui se soucient des écoles et de la communauté dans laquelle ils vivent. C'est ce dont témoignent des initiatives comme la Semaine nationale de l'engagement jeunesse, le programme national de leadership jeunesse et le Programme de formation des précadets autochtones, pour n'en citer que quelques-uns. Ces programmes consolident nos relations avec le milieu scolaire.

La présence de policiers dans les écoles aide à nouer de saines relations avec les élèves, et cela est un grand bienfait.

GEND. BRAD KELLY

Avant d'occuper mon poste actuel, j'ai travaillé à Watson Lake (Yukon) durant trois ans. Dans ces fonctions de police communautaire, je suis très souvent entré en contact avec des jeunes.

À quelques occasions, j'ai accompagné une jeune Autochtone voulant suivre des ateliers de perfectionnement en leadership à l'École de la GRC, à Regina (Sask.). Expressément destinés aux jeunes de diverses Premières Nations du pays, ces ateliers visaient à donner à ceux-ci les moyens de mettre sur pied et de réaliser des plans d'action pour lutter contre la délinquance dans leur communauté. Ils avaient aussi pour objectif de développer les qualités de chef des participants et de favoriser l'établissement de relations positives avec la police.

La jeune que je guidais voulait s'attaquer à l'intimidation, problème omniprésent à Watson Lake. Elle et moi avons alors mis au point un plan de réalisation du programme DIRE (Demander de l'aide, Ignorer, Reculer, En parler), qui vise à prévenir l'intimidation et les brimades entre pairs.

À l'école primaire locale, nous avons lu à des élèves de maternelle, de première, de deuxième et de troisième année des histoires d'intimidation culturellement pertinentes et adaptées à leur âge. Nous invitions ensuite

les élèves à s'exprimer, en leur demandant par exemple pourquoi le personnage central se sentait rejeté, ou ce que les autres pouvaient faire pour l'intégrer.

La présence à l'école permet à des policiers comme moi de miser sur les forces des élèves, car nous ne sommes pas là pour épingler les fauteurs de trouble, mais plutôt pour favoriser l'autonomisation des jeunes.

Il est ainsi plus facile de créer de bons liens avec les jeunes et de devenir à leurs yeux des modèles à imiter. En adoptant une attitude avenante, les policiers peuvent montrer que leur rôle est d'aider les élèves, et non pas uniquement de sanctionner leurs méfaits. La présence policière dans les écoles donne corps à l'idée de police communautaire, dont l'un des objectifs est d'aider les familles et les membres de la communauté à jouir de la vie.

Je n'ai pas seulement lié contact avec les élèves de l'école, mais aussi avec son personnel. J'ai collaboré avec des enseignants en vue d'un but commun : réduire les brimades entre pairs. À bien des égards, la GRC et le système éducatif sont sur la même longueur d'onde en ce qui concerne la saine promotion des talents personnels et des possibilités de développement.

Toute initiative de prévention du crime comporte ses limites : il n'existe pas de formule d'application universelle. Durant la mise en œuvre du programme DIRE, j'étais bien conscient que les enfants provenaient de milieux socioculturels divers et que certains d'entre eux pouvaient avoir de la difficulté à « reculer », première étape de la méthode DIRE. J'étais aussi conscient de la nécessité de leur répéter plusieurs fois les mêmes choses avant qu'ils puissent les assimiler.

Enfin, à force d'échanger avec des jeunes à l'école, j'ai pu en apprendre sur eux. Ils sont à l'écoute de tout ce qui se passe, et parler avec eux permet au policier de rester au courant de l'état actuel et de la nature des questions et problèmes qui se posent aux jeunes.

GEND. STEPHEN DUGGAN

L'important, quand on aborde un sujet d'un point de vue policier, quel qu'il soit, c'est d'en faire voir la pertinence pour les jeunes à qui on s'adresse et d'éviter de leur apparaître comme un autre adulte qui leur dit quoi faire. J'ai de la chance, car ma campagne « You control the choice you make » touche à quelque chose qui intéresse tous les ados : la conduite automobile.

Les exposés que je fais découlent directement d'une lettre que j'ai reçue d'une jeune personne plusieurs mois après que je l'eus arrêtée pour conduite avec facultés affaiblies. Elle me faisait savoir tout ce que son erreur de jugement lui avait coûté : perte d'emploi, interruption d'études, humiliation et frais associés à l'obtention d'un nouveau permis de conduire – et malgré tout cela, elle m'a remercié, car son arrestation avait changé sa vie.

Le policier que je suis a su qu'il y avait là riche matière à partager.

Assez tôt dans ma carrière, j'ai compris qu'il était pire d'arriver mal préparé que de ne pas se présenter du tout. L'école qui sacrifie de précieuses heures de cours pour que ses élèves assistent à une conférence s'attend à ce que le message fasse sur eux une impression durable.

Mon intro est toujours la même : « Je ne suis pas venu vous dire ce que vous pouvez ou ne pouvez pas faire, mais vous faire comprendre les conséquences de vos choix. » Durant les 40 minutes qui suivent, je leur fais entrevoir les différents types de rencontre policière qu'ils peuvent avoir selon les choix qu'ils font en matière de conduite automobile. J'y mets un élément interactif : j'invite des élèves à donner un échantillon d'haleine et à subir un pseudo-test de sobriété normalisé sur le terrain, après quoi je simule leur mise en état d'arrestation.

Je clos mon exposé en parlant aux élèves de la lettre que m'a écrite la jeune conductrice. Alors je m'arrête, puis fais entrer celle-ci, qui durant 15 minutes leur relate son expérience de conduite en état d'ébriété. Je dis aux élèves que cette personne a fait un mauvais choix, mais qu'au lieu de laisser ce mauvais choix définir le reste de son existence, elle en avait fait un autre, meilleur, qui l'a justement amenée à venir leur raconter son histoire.

Ce modèle d'exposé me permet d'ajouter ou de retrancher tel ou tel sujet, au besoin. Compte tenu de la légalisation prochaine de la marihuana, j'ai commencé à y inclure davantage d'éléments d'information sur les facultés affaiblies par la drogue.

J'ai pu constater que mon exposé faisait effet. À l'Île-du-Prince-Édouard, où j'ai travaillé dans deux districts, j'allais chaque année parler aux élèves des écoles secondaires, et tous les mois je donnais un cours de sécurité au volant. Les jeunes me suivaient jusqu'au stationnement simplement pour me dire qu'ils avaient fait le bon choix.

Pour moi, c'est clair : sans le soutien des écoles prêtes à réduire ponctuellement le temps d'enseignement, les élèves n'auraient pas l'occasion de rencontrer un policier, d'échanger avec lui et de recevoir de l'information. Il est beaucoup plus facile d'amener les élèves à répondre des choix qu'ils font dans la vie lorsque le message leur a été livré à tous en même temps. ■

GRC à l'Î.-P.-É.

Le gend. Stephen Duggan (District de Queens, Î.-P.-É.) et Courteney Gordon parlent aux élèves des conséquences de mauvais choix comme celui de conduire en état d'ébriété.

LE G7 DANS UNE PETITE LOCALITÉ

DES AGENTS DE LIAISON DONNENT L'HEURE JUSTE AUX RÉSIDENTS

par Paul Northcott

Quand c'est au tour du Canada d'accueillir un événement majeur qui retiendra l'attention du monde entier, l'une de nos tâches, dans un horaire chargé, est de tenir les gens informés.

Cette année, du 8 au 9 juin, le Sommet du G7 se tiendra au Manoir Richelieu à La Malbaie, dans la région de Charlevoix (Québec).

Afin de tenir à jour les résidents, les organisateurs ont détaché en septembre dernier à La Malbaie quatre policiers (deux de la GRC et deux de la Sûreté du Québec) qui agiront comme intermédiaires entre la collectivité et le Groupe intégré de la sécurité (GIS) du G7.

LIAISON AVEC LES CITOYENS

Le maire de La Malbaie, Michel Couturier, dit que les agentes des relations communautaires sont désormais connues des 9000 habitants de la ville située à environ 140 km au nord-est de Québec.

« On a répondu à toutes leurs questions, car dans une petite ville comme la nôtre, il n'est pas difficile de lancer une rumeur, explique le maire. Leur présence permet de donner l'heure juste. »

La première chose que les agentes de la GRC, la cap. Isabelle Michaud et la gend. Ann Marcotte, ont fait à leur arrivée a été de remettre les pendules à l'heure concernant le Sommet.

« Nous avons ouvert notre bureau et invité les gens à venir nous poser des questions sur la sécurité, explique la gend. Marcotte; les gens craignaient qu'une énorme clôture n'entoure le Manoir Richelieu, que les commerces soient contraints de fermer leur porte et des résidents, de quitter la ville. Nous avons dissipé bien des craintes. Si nous n'étions pas là, les gens se demanderaient bien ce qui se passe. »

En outre, les membres, qui logeront en ville pour le sommet, ont tenu des séances d'information avec divers groupes locaux, donné des points de presse et organisé des pauses-café avec les gens pour discuter de questions élémentaires comme la façon pour les résidents de se déplacer durant le sommet.

« Il s'agit de sensibiliser les gens dans un cadre informel », explique la cap. Michaud.

Pour les questions plus complexes, les agentes obtiennent des éclaircissements de l'agent des relations publiques et des communications du GIS, puis relaient l'information au demandeur.

QU'EN EST-IL DES MANIFESTATIONS?

L'événement marque la première visite du président Trump au Canada. La présence du dirigeant américain controversé au sommet pourrait attirer des manifestants dans la région.

La cap. Michaud a été interrogée au sujet d'éventuelles manifestations, mais pas en rapport avec le président américain. « Les gens veulent seulement savoir où les manifestations auront lieu », explique-t-elle.

Les responsables de la sécurité ont désigné un endroit près du musée local et de la zone protégée où des manifestations pacifiques pourront se tenir.

Le maire signale qu'aux derniers sommets du G7 accueillis par le Canada, à Huntsville (Ont.) en 2010 et à Kananaskis (Alb.) en 2002, il y a eu de petites manifestations.

« Ce genre d'événement est plus risqué dans une grande ville qu'ici, précise le maire. Ici, il y aura quelques manifestants, alors qu'à Québec, ils pourraient être plus nombreux. »

En fait, les gens sont heureux d'accueillir les dirigeants du G7 dans la région.

« Les gens sont fiers d'accueillir ce genre d'événement. Nous avons une longue tradition d'hospitalité et notre industrie touristique est fort développée. D'être hôtes d'une rencontre de cette envergure confirme la capacité d'accueil de notre collectivité », ajoute le maire.

En outre, les agentes des relations communautaires n'ont ménagé aucun effort pour préparer la population.

« À l'approche de l'événement, il est d'autant plus important de maintenir contact avec les citoyens », précise-t-il.

Après le sommet, quand tous les dirigeants, les médias et les manifestants auront quitté les lieux, les agentes des relations communautaires demeureront sur place pendant un certain temps.

« Nous prendrons le temps d'évaluer la tournure des événements », explique la cap. Michaud. ■

GRC au Québec

Deux agentes des relations communautaires au G7 discutent avec un résident du prochain sommet à La Malbaie (Québec).

PARLONS TERRORISME

LA RÉSILIENCE, UNE PROTECTION CONTRE LA RADICALISATION DES JEUNES

par Amelia Thatcher

Le Groupe de la mobilisation des communautés de la GRC travaille auprès des collectivités du sud-ouest de l'Ontario pour prévenir la radicalisation menant à la violence, en veillant surtout à renforcer la résilience chez jeunes.

Photo fournie par l'EISN de la GRC en Ontario

Les policiers qui se rendent dans les écoles pour parler aux jeunes y abordent divers sujets importants comme l'intimidation, les drogues et la cybersécurité. Cela dit, d'autres sujets comme le terrorisme sont souvent mis de côté. Le Groupe de la mobilisation des communautés (GMC) de la GRC en Ontario travaille sans relâche afin de sensibiliser la population locale, surtout les jeunes, à la sécurité nationale.

« Nous discutons de la violence familiale, de la violence des gangs et de la violence dans les cours d'école, mais nous ne parlons pas de la violence politique », affirme Lamia Aston, analyste stratégique du GMC dans la région du Grand Toronto et le sud-ouest de l'Ontario. « Nous devons nous attaquer à la vulnérabilité qui y est associée, surtout chez les jeunes. »

En Ontario, la GRC joue un rôle secondaire au chapitre de l'application de la loi. Les activités policières quotidiennes comme les contrôles routiers, les réponses aux appels et les patrouilles sont menées par les services de police provincial et municipaux compétents. La GRC intervient dans les dossiers qui traitent de questions nationales, notamment le terrorisme.

Les équipes intégrées de la sécurité nationale (EISN), dirigées par la GRC, font enquête sur des actes criminels de terrorisme et d'extrémisme au Canada. Le GMC est une division de l'EISN régionale de l'Ontario établie à Toronto. Elle travaille de près avec les services de police compétents afin de renforcer les relations avec les collectivités.

« Nous transmettons le bon message et les bons outils aux bonnes personnes pour gagner la confiance de la population et prévenir la radicalisation », explique la surint. Lise Crouch, adjointe de l'off. resp. des enquêtes criminelles de l'EISN du sud-ouest de l'Ontario. « Nous mettons en place des initiatives locales durables dirigées par la collectivité et appuyées par les policiers. »

LIENS AVEC LA COLLECTIVITÉ

Lorsque le GMC a été créé, en 2005, ses membres ont déployé beaucoup d'efforts pour se faire connaître dans la région de Toronto. Le réseautage et l'établissement de liens étaient leurs priorités, mais au début, ils ont reçu un mauvais accueil dans les communautés.

« Le milieu était hostile pour les policiers, car c'était peu après le 11 septembre. Les gens étaient très méfiants, raconte la cap. Param Dhillon, s.-comm. resp. du GMC. On devait simplement commencer par nous présenter aux gens et leur expliquer notre rôle. »

Comme leur objectif principal est la mobilisation, les membres du groupe devaient expliquer aux résidents que leur but n'était pas de les espionner, mais plutôt de les renseigner et de prévenir la radicalisation au sein de leur communauté.

« Habituellement, quand des policiers viennent les voir, les gens croient que leur but est de recueillir des renseignements, ajoute la cap. Dhillon. Mais ce n'est pas le cas. Nous voulons plutôt leur faire comprendre que la menace est bien réelle et que les policiers ne peuvent résoudre le problème à eux seuls. Ils ont besoin de la population. »

Le GMC a commencé par tisser des liens avec des membres de la collectivité dignes de confiance, soit des dirigeants politiques, des chefs religieux, des représentants d'écoles, des parents et d'autres personnes ayant une position privilégiée. Selon la cap. Dhillon, après cinq années de présence dans les collectivités et de travail de persuasion auprès des dirigeants communautaires, les résidents ont commencé à voir que les efforts du groupe étaient sincères.

MÉCANISMES DE PROTECTION

La prochaine étape pour le GMC était de réduire l'écart entre la collectivité et les policiers. Le groupe a commencé à organiser des assemblées générales animées par la surint. Lise Crouch, où les résidents pouvaient poser toutes leurs questions aux membres de la GRC.

« Les résidents étaient contents d'avoir pu s'exprimer, explique-t-elle. Ils ont pu s'adresser à des hauts gradés, ce qui nous a aidés à réduire l'écart rapidement et à gagner leur confiance. »

De plus, le groupe organise régulièrement des ateliers et des activités visant à renseigner les dirigeants communautaires sur les tendances relatives au recrutement, l'utilisation d'Internet et des médias sociaux pour propager des idéologies et les façons de reconnaître les signes de la radicalisation, plus particulièrement chez les jeunes les plus vulnérables.

« Tous les jeunes qui commencent à se radicaliser en viennent à se détacher peu à peu de la société, poursuit la cap. Dhillon. La prévention consiste à faire un retour aux sources, à instaurer des mécanismes de protection et à renforcer les influences positives chez les jeunes. »

Maintenant que le GMC a réalisé son premier objectif, qui était de tisser des liens avec la collectivité, il se concentre sur la prévention de la radicalisation chez les jeunes en faisant la promotion des mécanismes de protection. Les discussions avec les dirigeants communautaires portent sur l'importance de favoriser un solide réseau familial et social, une bonne estime de soi, un engagement communautaire et des aptitudes à la prise de décisions critiques chez les jeunes pour éviter qu'ils ne se livrent à des actes de violence politique.

« La clé de notre réussite est de mobiliser le plus de gens possible, conclut la surint. Crouch. La résilience face au terrorisme commence à l'échelle locale. » ■

INTERVENIR À POINT

PRÉVENTION DES INCIDENTS DE SÉCURITÉ AU QUÉBEC

par Amelia Thatcher

Le 29 janvier 2017, un homme est entré dans une mosquée à Québec et a ouvert le feu, tuant six personnes et en blessant cinq autres au moment où elles s'agenouillaient pour la prière du soir.

Dans les heures qui ont suivi, l'Équipe de prévention et d'intervention en matière de sécurité nationale de la GRC au Québec est intervenue, en partenariat avec la police locale, pour soutenir la collectivité, notamment en tâchant de répondre aux questions.

« Nous étions le point de contact en matière de sécurité nationale, précise la surint. Martine Fontaine, off. resp. des enquêtes criminelles (crime organisé) et de l'Équipe de prévention et d'intervention au Québec. Nous n'avions pas pour rôle d'enquêter sur le crime, mais bien de soutenir les résidents et les personnes touchées. »

INTERVENTION

L'équipe joue trois rôles essentiels en sécurité nationale : intervention, formation et sensibilisation. Cette fusillade est l'exemple le plus récent du genre d'intervention menée à l'issue d'un incident pouvant avoir une incidence sur la sécurité nationale.

« La collectivité, les victimes, leurs familles et celle du suspect ont besoin d'informations, souligne le serg. Hakim Bellal, responsable de l'Équipe de prévention et d'intervention.

Dans les jours qui ont suivi le drame, l'équipe a rencontré le président de la mosquée, des leaders communautaires et les familles des victimes pour expliquer le processus d'enquête. Ses membres étaient là pour offrir soutien et ressources à la population.

L'équipe a également un mandat de prévention. Elle appuie les enquêteurs en évaluant, à l'aide entre autres de l'outil d'évaluation du risque d'extrémisme violent, les personnes que les familles, les amis, des voisins préoccupés, des collègues et d'autres services de police signalent comme posant un risque pour la sécurité nationale.

Selon le degré de risque, l'équipe collabore avec un enquêteur pour intervenir et offrir soutien et ressources au suspect et à sa famille, dans le but ultime de prévenir la menace et toute radicalisation vers la violence.

FORMATION

Outre son mandat d'intervention, l'équipe offre des séances de formation à d'autres services de police et à des partenaires du secteur privé.

Elle veille à ce que les services de police locaux soient en mesure de reconnaître, de prévenir ou de dissiper les menaces à la sécurité nationale grâce à l'atelier de trois jours des coordonnateurs d'information sur la menace terroriste (CIMT). Jusqu'ici, elle a donné 18 ateliers, formant plus de 1000 CIMT.

L'autre priorité consiste à sensibiliser les organismes non policiers. L'équipe offre ainsi un atelier d'un jour sur les infrastructures essentielles afin d'encourager le signalement d'incidents suspects, ainsi qu'un atelier d'une demi journée de sensibilisation à la sécurité nationale aux employés qui servent le public. À ce jour, elle a formé des employés de plus de 70 organisations, dont le personnel d'aéroport et des travailleurs en santé, et environ 800 agents de l'Agence des services frontaliers du Canada au Québec.

« Il importe que tous les intervenants soient sur la même longueur d'onde – et connaissent les indicateurs de terrorisme », de dire Meriem Rebbani-Gosselin, coordonnatrice des interventions au sein de l'équipe.

L'automne dernier, l'équipe a de plus lancé un cours d'une journée et demie sur le savoir-faire culturel à l'intention des policiers et autres partenaires pour les aider à mieux comprendre les différences culturelles dans leurs interactions avec le public.

Pour le serg. Bellal, « il s'agit d'être sensibilisé aux différentes cultures et religions des citoyens. La population du Canada a changé, et nous devons nous adapter en conséquence. »

SENSIBILISATION

Après la fusillade à Québec, l'équipe n'a pas eu de difficulté à communiquer avec la collectivité grâce aux liens qu'elle avait déjà noués par des initiatives de sensibilisation.

« Une fois qu'on a tissé un lien de confiance avec la collectivité, on peut compter sur elle lorsque surviennent des événements heureux ou malheureux, ajoute le serg. Bellal. »

L'équipe se rend dans diverses localités de la province pour participer à des événements, parler avec les jeunes et tenir des assemblées pour discuter de son rôle et sensibiliser les gens à la sécurité nationale.

« La prévention et la détection précoce aident à dissiper la menace, selon la surint. Fontaine. C'est une responsabilité partagée entre le secteur privé, les organismes sociaux, les écoles, les dirigeants spirituels, les parents – tout le monde. » ■

GRC au Québec

L'Équipe de prévention et d'intervention en matière de sécurité nationale de la GRC participe à des événements communautaires à l'échelle du Québec pour mobiliser les citoyens et expliquer son mandat.

AU FIL DE LA CÔTE

LES SERVICES MARITIMES PRÉSENTS DANS LES RÉGIONS ISOLÉES

par Amelia Thatcher

GRC en C.-B.

Le SMCO de la GRC sillonne la côte de la C.-B., aidant les détachements, sensibilisant les communautés et réprimant l'activité criminelle comme la contrebande d'alcool.

Lorsque les résidents de la Première Nation d'Oweekeno (C.-B.) ont aperçu un ourson errant seul dans le village, c'est au Service maritime de la côte Ouest (SMCO) de la GRC qu'ils ont fait appel.

« Notre mission consiste avant tout à seconder les détachements qui manquent d'effectif, explique le gend. Dave Kokesch, policier sur le patrouilleur Nord du SMCO. On est à la disposition des communautés isolées, avec lesquelles on veut bâtir de bonnes relations. »

Le SMCO patrouille la côte ouest, entre l'Alaska et l'État de Washington, rendant visite aux communautés reculées comme le village côtier de 300 âmes d'Oweekeno.

Le gend. Kokesch et ses coéquipiers étaient dans le coin lorsque des riverains, ne sachant que faire, ont demandé leur aide pour attraper l'ourson sans l'abattre.

Le gend. Kokesch et ses collègues les ont vite rassurés et ont retrouvé l'ourson. En l'appâtant avec du beurre d'arachide, ils ont réussi à le mettre en cage, puis ont appelé les agents de la faune qui l'ont hélitreuillé jusqu'à un centre de réadaptation faunique.

« Lorsque l'ourson a finalement été capturé, les résidents ne pouvaient le croire et nous ont entourés, relate le gend Kokesch. Ce n'était pas grand-chose pour nous, mais pour eux, si. C'est le genre de choses qu'on ne pourrait pas faire si on ne se rendait pas dans ces localités isolées. »

BRISER L'ISOLEMENT

Le SMCO possède trois catamarans-patrouilleurs de 65 pieds : l'un sillonne la côte nord de la province et les deux autres, le secteur de l'île de Vancouver et du Lower Mainland. Divisés en équipes de quatre, ses 26 membres se relaient tous les sept jours sur un des patrouilleurs.

En tant que chef des opérations, le serg. Rod Pick coordonne l'activité des trois bateaux. Si certains arrêts sont connus à l'avance, le reste des déplacements se fait au gré des appels reçus.

« Notre mission consiste avant tout à prêter main-forte aux détachements, pour des fonctions policières générales ou simplement pour assurer une présence, détaille-t-il. Nous nous rendons dans des secteurs difficiles d'accès - qui ne sont généralement accessibles qu'en bateau. »

Le SMCO aide les détachements à enrayer la criminalité dans les communautés environnantes (agressions, méfaits, infractions liées à l'alcool, etc.) et participe aux efforts de sensibilisation, visitant des écoles et mettant sur pied des initiatives éducatives.

« On s'arrête toujours à l'école, même si on ne fait que passer la journée dans la localité. C'est prioritaire pour nous, insiste le gend. Kokesch. Il y a toujours un gymnase d'ouvert, alors nous jouons au basketball ou au badminton et passons la soirée avec les enfants pour qu'ils apprennent à nous connaître. »

RÉPRIMER LA CONTREBANDE D'ALCOOL

Le SMCO fait aussi souvent équipe avec d'autres organismes comme Pêches et Océans, Transports Canada, le ministère de l'Environnement, l'Agence des services frontaliers du Canada et la Garde côtière canadienne pour faire appliquer la *Loi sur la marine marchande du Canada* et réprimer d'autres infractions. Et depuis peu, le groupe collabore étroitement avec les traversiers BC Ferries pour contrer la contrebande d'alcool.

« Quand l'alcool arrive dans une communauté, ça engendre un tas de problèmes, lance le gend. Kokesch. Alors, on essaye de travailler en amont. »

En juillet dernier, le gend. Kokesch et d'autres policiers de la GRC sont montés en civil à bord d'un traversier. Ils y sont restés huit heures, guettant les passagers qui buvaient ou apportaient de l'alcool sur le bateau. Un peu avant d'arriver à destination, ils ont revêtu leurs uniformes et ont effectué plusieurs arrestations.

« Nous tenons à notre image, de dire Angel Wahnon, agente de sécurité pour la compagnie BC Ferries. La présence de policiers de la GRC à bord fait comprendre que ce n'est pas le lieu où faire la fête! Honnêtement, ça fait toute une différence. À présent, les gens y pensent à deux fois avant de boire sur le bateau. »

Le SMCO aide ainsi la GRC à tisser des liens avec les organismes partenaires et les communautés le long de la côte britanno-colombienne.

« Nous essayons de comprendre les besoins de ces communautés, de les écouter et de les sensibiliser afin d'enrayer la criminalité, conclut le gend. Kokesch. En l'espace d'une journée, on peut intervenir sur un cas d'agression ou un problème de drogue, puis, l'instant d'après, secourir un ourson. On est présents là où on a besoin de nous. » ■

TECHNIQUES DE SURVIE

UN CAMP DE PLEIN AIR RAPPROCHE JEUNES ET POLICIERS

par Paul Northcott

Des jeunes des Premières Nations en C.-B. tirent profit de programmes de plein air pour mieux connaître leur territoire, leur culture et eux mêmes. Mais les camps permettent aussi à la GRC de nouer contact avec les gens et les collectivités qu'elle sert.

Dans la région nord-ouest d'Haida Gwaii, la Première Nation Old Massett organise depuis des années le camp de la redécouverte, qui enseigne aux ados les techniques de survie – construction d'abris, préparation d'un feu, recherche de nourriture et cuisson.

Donavan Hunter, membre de la Nation haïda, a participé au camp à 12 ans et en est maintenant un animateur. Selon lui, donner aux jeunes Autochtones la chance de vivre dans la nature les aide à mieux connaître leur histoire. Et de participer au cercle de feu leur permet d'exprimer leurs préoccupations.

Tenir la plume dans le cercle signifie avoir droit de parole.

« Au début, certains gardent le silence, mais ils finissent par s'ouvrir et au troisième soir, il faut leur retirer la plume des mains », explique en riant Donavan Hunter, 21 ans, qui travaille comme assistant en éducation à Massett.

TISSER DES LIENS

Le but est de susciter la fierté des jeunes en les amenant à découvrir leur héritage autochtone. Il s'agit aussi d'orienter les ados à risque vers de bonnes décisions tout en favorisant un rapprochement entre jeunes des Premières Nations et la police.

Pour sa part, la GRC apporte son soutien aux animateurs du camp.

Le cap. Jonathan Spooner a participé aux camps; ceux-ci l'ont sensibilisé à la culture autochtone.

« Il m'était important d'en apprendre davantage sur leur culture et leur histoire, dit-il. On a également abordé la discrimination et les relations avec la police. »

Cela dit, il s'est vite rendu compte que certains participants avaient des sentiments négatifs à son égard. Lors du camp de 2016, l'un deux entretenait de l'animosité envers lui, tout particulièrement quand le gendarme était en uniforme.

« L'attitude était différente selon que j'étais en civil ou en uniforme; lorsque je revêtais celui ci, l'anxiété paraissait chez le jeune, explique-t-il. Avec le temps toutefois, l'appréhension se dissipait, par le fait d'entendre ma réalité de policier, mais aussi d'époux et de père de famille. »

DES LEÇONS DE VIE

À Port Alberni, les gend. Pete Batt et Jay Donahue ont créé un programme appelé Survival Kids pour enseigner aux jeunes, notamment autochtones, le secourisme, la construction d'abris et autres techniques de survie en plein air.

Les gendarmes estimaient qu'un programme de sensibilisation aux drogues n'était pas suffisant pour les jeunes de la localité.

« Visiter une salle de classe ne suffit pas, explique le gend. Batt. Les programmes en place se fondent sur un degré minimum de résilience, et acquérir des aptitudes en plein air accroît la résilience. »

Selon lui, les leçons de vie se trouvent dans tous les aspects de la réalité d'aujourd'hui, et les techniques de survie en plein air n'en sont qu'un exemple. Dans certaines activités, les participants apportent leur propre nourriture : eau, lentilles sèches et riz.

« L'un des problèmes des jeunes de la localité semble être une dépendance à la malbouffe : soda, croustilles et aliments gras. S'alimenter que de lentilles et de riz pendant une journée les sensibilise à la différence entre besoin et désir », explique le gend. Batt.

Lors des excursions à la belle étoile, ils apprennent à ériger un abri, à allumer un feu et à creuser des latrines. Ils prennent conscience des conséquences de leurs décisions et, dans certains cas, de la chance qu'ils ont.

« Ce programme favorise la communication entre la police et les partenaires communautaires, précise le gend. Batt. Les jeunes comprennent que si l'on ne sait pas qu'ils ont besoin d'aide, on ne peut pas les aider. »

Des initiatives comme le camp de la redécouverte et Survival Kids montrent aux jeunes que les responsables de leur communauté les soutiennent dans le besoin.

« Nous établissons des liens et, de retour en ville, les campeurs n'hésitent pas à m'aborder, même si c'est juste pour parler », souligne Donavan Hunter, qui espère continuer de prendre part au camp pendant encore longtemps. ■

GRC

Ce groupe d'ados a participé à un programme de plein air sur l'île de Diana pour apprendre des techniques de survie et des leçons de vie.

SUR LE QUI-VIVE

LA GRC AUX CÔTÉS DES COMMUNAUTÉS DURANT LES FEUX DE FORÊT

par Paul Northcott

GRC

Alors que des feux ravageaient la C.-B. l'été dernier, des agents de la GRC coordonnaient les évacuations et faisaient des vérifications dans les centres urbains et les petites communautés.

Alors que des feux ravageaient une partie de la C.-B. l'été dernier, des agents des Services de police autochtones (SPA) de la GRC aidaient les communautés ébranlées.

La serg. Dee Stewart, off. resp. intérimaire des SPA en C.-B., dirigeait une équipe chargée d'épauler les communautés et les organismes partenaires lorsqu'un ordre d'évacuation était donné ou levé.

Les policiers aidaient ainsi les résidents à quitter les secteurs touchés et à y revenir une fois le danger écarté, livraient de la nourriture, de l'eau et autres articles de première nécessité et s'assuraient que les gens étaient en sécurité.

On ignore si les feux reprendront avec la même intensité cet été, mais si c'est le cas, la serg. Stewart sait ce que les communautés autochtones touchées feront.

« Elles vont appeler mon équipe, dit celle qui est aussi membre de la Bande indienne Bonaparte appartenant à la Nation des Shuswaps. L'an dernier, on suivait la ligne de feu, on était là où les communautés autochtones avaient besoin de nous. »

DÉTERMINER LES BESOINS

Au plus fort de la crise, la serg. Stewart participait aux débreffages matinaux pour savoir quelles communautés étaient à risque, puis relayait l'information à ses membres; deux par deux, ces derniers se dispersaient alors dans les communautés les plus touchées cette journée-là, parcourant parfois des centaines de kilomètres et travaillant 12 à 16 heures d'affilée.

Fin juillet, les résidents de la réserve d'Alkali Lake, située au sud du lac Williams et à environ 340 km au nord-ouest de Kamloops, ont été autorisés à rentrer chez eux. Cependant, peu après, les flammes se sont de nouveau rapprochées dangereusement.

« Si les vents avaient changé de direction, il y aurait pu y avoir un rapide retour de feu; or, nous ne savions pas combien de résidents étaient retournés chez eux, explique la serg. Stewart. »

Le 30 juillet, les gend. Scott Macleod et Daniel Cohen ont donc été dépêchés sur les lieux afin de dénombrer les résidents et de discuter des plans d'urgence avec les autorités locales.

À peine les policiers avaient-ils commencé à faire du porte-à-porte qu'ils ont été bombardés de questions.

« C'était un peu la panique. Les gens demandaient "pourquoi les policiers font le tour et posent des questions?", relate Neil Paul, conseiller de la Bande d'Alkali Lake. »

Les deux gendarmes ont compris que leur présence alarmait la population.

« Ils faisaient un lien entre notre présence et un éventuel ordre d'évacuation, se souvient le gend. Macleod. »

Pour calmer les habitants, une radio communautaire l'a invité à venir expliquer la situation sur ses ondes; ensuite, les deux policiers sont retournés faire le tour des quelque 120 résidences de la localité, accompagnés de M. Paul.

« Pour finir, notre présence a contribué à rassurer la population, car celle-ci a compris que nous étions là pour l'aider, de dire le gend. Cohen. »

Selon la serg. Stewart, qui travaille dans la police autochtone depuis 14 ans et dirige les SPA depuis plus d'une année, il était important de savoir ce qui se passait dans la communauté et qui s'y trouvait.

« La population était inquiète jusqu'à ce qu'elle comprenne ce que ces policiers venaient faire, analyse-t-elle. La situation évoluait et aurait pu tourner au pire. Le lendemain, nous avons rencontré la communauté pour nous assurer qu'elle reste en état d'alerte. »

DES PETITS GESTES

Parfois, de petites choses font aussi la différence.

L'été dernier, une communauté a demandé à la serg. Stewart si quelques policiers pouvaient aider à organiser une activité pour les jeunes.

« Ça peut paraître ridicule, mais ça a eu un grand retentissement auprès des jeunes d'abord, mais également de nos membres et de la communauté, s'exclame-t-elle. »

Pour elle, il ne fait aucun doute que les communautés veulent voir des policiers dévoués.

« Je crois que nos communautés – et moi-même en tant que membre d'une Première Nation – voient l'avantage d'avoir des membres de la police des Premières Nations qui se soucient de leurs besoins, conclut-elle. ». ■

PRIS LA MAIN DANS LE SAC

UNE INITIATIVE POUR ENRAYER LE VOL À L'ÉTALAGE À KELOWNA

par Amelia Thatcher

En 2016, le serg. Greg Woodcox observe une hausse marquée du nombre d'itinérants, de sans-abri et de toxicomanes filmés en flagrant délit de vol à l'étalage par des caméras de surveillance au centre-ville de Kelowna (C.-B.).

« Je connaissais presque tous ceux dont la photo était transmise au détachement aux fins d'identification, explique celui qui dirige le groupe de la GRC chargé de patrouiller chaque jour le centre-ville de Kelowna. Je voulais partager ce que je savais et faire en sorte que les contrevenants rendent des comptes. »

C'est pourquoi le serg. Woodcox s'est adjoint le gend. Kyle Boffy et a lancé un partenariat ciblant les voleurs à l'étalage chroniques.

En collaboration avec de grands détaillants comme Safeway, Save on Foods, Superstore et Walmart, les deux policiers ont créé un compte courriel qui permet aux commerces de communiquer entre eux et avec la GRC.

Ils ont également animé des journées de formation pour les agents de prévention des vols (APV) de ces mêmes magasins.

Le gend. Boffy leur a expliqué ce qu'il fallait faire pour monter un dossier de poursuite et leur a donné un modèle à suivre pour soumettre des éléments probants à la police.

« Dans le cas du vol à l'étalage, la preuve nous est fournie par nos partenaires; nous devons donc les mobiliser, analyse le gend. Boffy. Ça simplifie beaucoup les choses. »

PRÉVENIR LE VOL

L'initiative est aussi préventive. Lorsque des médicaments pour le rhume et la sinusite ont commencé à disparaître des pharmacies de Kelowna plus tôt cette année, ça n'a pas échappé au gend. Boffy.

« On garde un œil là-dessus parce que certains médicaments contiennent de la pseudoéphédrine – un stimulant utilisé pour fabriquer de la meth », dit-il.

En l'espace d'une semaine, une série de vols de médicaments de ce type avaient été signalés.

Pour enrayer ces vols, le gend. Boffy a immédiatement communiqué avec les commerçants partenaires par le biais du compte courriel. Après de courts échanges, les détaillants ont décidé de déplacer les médicaments pour le rhume derrière les comptoirs et hors de portée des voleurs.

« Lorsqu'on observe des tendances, on agit ainsi pour circonscrire le problème, souligne le gend. Boffy. Le fait d'être en contact les uns avec les autres permet de travailler en amont. »

IDENTIFICATION SIMPLIFIÉE

Depuis le lancement de l'initiative en juin 2017, le taux d'identification des suspects a bondi de 50 p. 100 à plus de 80 p. 100. Le compte courriel commun, la formation des APV et la connaissance de la population itinérante locale ont permis d'élucider 300 affaires cette année.

« Des accusations de fraude, d'agression et de meurtre ont été déposées grâce au travail de nos APV et des images captées par notre système de vidéosurveillance, confirme Kyle Longbotham, gérant de la prévention des pertes chez Loblaws à Kelowna. Les gens savent maintenant que s'ils volent quelque chose dans un des magasins participants, ils seront identifiés et arrêtés. »

Selon lui, l'initiative contribue également à renforcer la sécurité des APV puisque son magasin a modifié depuis peu son approche envers les voleurs à l'étalage.

« Nos APV surprennent 10 à 15 voleurs par semaine; à présent, nous laissons filer ceux qui se montrent violents ou s'enfuient parce que nous savons que le gend. Boffy et le serg. Woodcox finiront par les rattraper », dit-il.

Ce partenariat a aussi amélioré les relations entre la GRC et les détaillants. Comme tous les renseignements sur le vol à l'étalage sont maintenant directement transmis aux deux policiers, les commerçants savent qu'un suivi de chaque dossier sera fait.

« Lorsqu'on m'envoie une photo, je reconnais généralement le suspect en quelques minutes et je l'arrête dans la semaine, conclut le serg. Woodcox. Ça crédibilise notre travail en montrant aux commerçants et au public que, crime majeur ou crime mineur, la GRC intervient. » ■

GRC

Des agents de la GRC de Kelowna rencontrent des APV des détaillants locaux dans le cadre du partenariat contre les voleurs à l'étalage chroniques.

LES FAITS

LE CANNABIS

Le cannabis, aussi appelé marihuana, est une drogue psychoactive cultivée à partir de plants de cannabis. La consommation, la possession et la production de cannabis sans ordonnance ou permis demeurent un crime au Canada, mais les lois régissant l'usage récréatif de cette drogue seront modifiées dès cette année. Avant l'entrée en vigueur de ces changements, jetez un coup d'œil à la situation actuelle du cannabis au pays et ailleurs.

Le cannabis est la première drogue illicite en importance au monde à être cultivée, produite, trafiquée et consommée, selon l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (2016). D'après les données les plus récentes du *Rapport mondial sur les drogues*, l'Amérique du Nord compte pour 37 p. 100 des saisies de cannabis à l'échelle mondiale.

Au Canada, la possession, la production, le trafic, l'importation et l'exportation du cannabis demeurent une infraction aux termes de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* (LRDS), à moins d'avoir obtenu une exemption à des fins médicales.

En 2016, le *Règlement sur l'accès au cannabis à des fins médicales* est entré en vigueur au Canada. Ce règlement a remplacé les lois antérieures régissant l'accès à des fins médicales, qui remontaient à 2001. En vertu de ce règlement, les Canadiens qui ont une ordonnance peuvent acheter du cannabis à des fins médicales auprès de producteurs autorisés, cultiver leur propre cannabis ou désigner une personne pour le cultiver pour eux.

Au Canada, le nombre d'installations autorisées à produire du cannabis à des fins médicales a presque doublé dans la seconde moitié de 2017 — passant de 44 en mai à 84 en décembre — selon les données de Santé Canada. Cette augmentation fait suite aux efforts de l'organisme visant à simplifier le processus d'approbation.

En 2015, 12 p. 100 ou 3,6 millions de Canadiens disaient avoir consommé du cannabis au cours des 12 derniers mois. Selon l'Enquête canadienne sur le tabac, l'alcool et les drogues (ECTAD) de 2015, plus d'hommes (15 p. 100) que de femmes (10 p. 100) en avaient consommé au cours de l'année précédente.

Selon l'ECTAD de 2015, au cours de l'année précédente, la prévalence de la consommation de cannabis était plus élevée chez les jeunes de 15 à 19 ans (21 p. 100) et les jeunes adultes de 20 à 24 ans (30 p. 100) que chez les adultes de 25 ans et plus (10 p. 100).

Le cannabis demeure la première drogue produite au Canada, selon la GRC. La production canadienne de marihuana a excédé 4,9 milliards de dollars en 2017, selon Statistique Canada.

En 2016, selon le Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ), 58 p. 100 des infractions à la LRDS signalées par la police étaient liées au cannabis. Les autres 42 p. 100 concernaient des infractions liées à l'importation, à l'exportation, au trafic, à la production et à la possession d'autres drogues et stupéfiants (cocaïne, héroïne, méthamphétamine en cristaux, PCP, LSD, ecstasy).

Le taux d'infractions liées au cannabis (possession, trafic, production et distribution) a chuté, au pays, de 11 p. 100 de 2015 à 2016. Il s'agit de la cinquième année consécutive à connaître une baisse du taux d'infractions, selon le CCSJ, 2016.

Après le trafic de cannabis, la possession est l'infraction la plus courante, selon Statistique Canada. Le taux de possession de cannabis a baissé de 12 p. 100 au pays de 2015 à 2016.

Conduire avec les facultés affaiblies par la marihuana est un crime. Pour la détection, les policiers et les experts en reconnaissance des toxicomanes utilisent le test de sobriété normalisé sur le terrain ou l'évaluation de la présence de drogues. Les peines comprennent la suspension du permis de conduire, des amendes, des accusations criminelles et l'emprisonnement.

En 2017, Sécurité publique Canada a effectué une recherche sur l'opinion publique sur la conduite avec les facultés affaiblies par la drogue. Selon l'étude, 56 p. 100 des Canadiens ont consommé du cannabis à un moment ou à un autre de leur vie et de ce nombre, 28 p. 100 ont indiqué avoir pris le volant pendant qu'ils étaient sous l'influence du cannabis.

Au total, il y a eu 3098 infractions de conduite avec les facultés affaiblies par la drogue en 2016, soit 343 de plus que l'année précédente — une augmentation de 11 p. 100.

En 2016, 96 p. 100 des incidents de conduite avec facultés affaiblies déclarés par la police mettaient en cause l'alcool, tandis que 4 p. 100 étaient liés à la drogue.

Au pays, les peines pour participation à la culture ou à la distribution de marihuana illicite peuvent comprendre des amendes, la confiscation de biens et l'emprisonnement.

— Rédigé par Amelia Thatcher

PINCHER CREEK

UN DÉTACHEMENT HISTORIQUE QUI EST CONFRONTÉ À DES DÉFIS MODERNES

Chaque détachement de la GRC a ses propres caractéristiques, ses défis, sa population à servir et ses attraits. Dans le présent numéro, nous lançons une nouvelle section où l'on dressera chaque fois le profil d'un des plus de 700 détachements de l'organisation, à commencer par celui de Pincher Creek en Alberta. Nous espérons mettre en évidence la variété du travail accompli ainsi que la passion et le dévouement des employés de la GRC qui sont au service des collectivités partout au pays.

par Paul Northcott

Même s'ils travaillent dans une région paisible du sud-ouest de l'Alberta dotée des paysages les plus emblématiques du Canada, les policiers du Détachement de Pincher Creek doivent faire face à la criminalité et à des catastrophes naturelles qui peuvent frapper n'importe où au pays.

« Pincher Creek est une communauté amicale où la police est appréciée et où le taux de criminalité est assez bas, déclare le serg. Mark Harrison, chef du détachement qui compte 11 membres. Mais nous croyons que les vols de biens servent en grande partie à financer le commerce de la drogue compte tenu de l'augmentation de la consommation de fentanyl et d'opioïdes. »

Le détachement, situé à un peu plus de 200 km au sud de Calgary, offre des vues spectaculaires des Rocheuses à l'ouest et des terres agricoles des Prairies à l'est. C'est aussi là que se trouve le parc national des Lacs-Waterton, qui a attiré plus de 800 000 visiteurs l'année dernière.

Environ 8500 Albertains vivent dans le secteur, dans de petites villes, des ranchs ou des fermes.

Parmi les autres aspects distinctifs de l'endroit, le cap. Jeff Feist mentionne les forts vents, qui atteignent souvent les 120 km/h en ville et soufflent encore plus fort dans les montagnes. Le cap. Feist, qui travaille au détachement depuis six ans, affirme que les bourrasques peuvent causer des sorties de route, même pour des camions de transport, et attiser les feux de forêt pendant l'été. Un grave incendie a d'ailleurs fait rage dans la région l'an dernier.

Le 30 août 2017, la foudre tombée tout juste de l'autre côté de la frontière, en Colombie-Britannique, a déclenché un feu de forêt — le feu de Kenow — qui a détruit de vastes étendues de terres boisées et certaines propriétés en Alberta.

« Pincher Creek n'avait jamais connu de telles conditions de sécheresse, poursuit le cap. Feist. Le détachement a même fait appel à des renforts pour appuyer les interventions d'urgence. Attisé par les conditions arides et les forts vents, l'incendie s'est propagé vers Waterton et le district municipal de Pincher Creek, qu'il a atteint le 11 septembre.

« Normalement, il ne se passe pas grand-chose, les visiteurs se la coulent douce. Mais la situation a été grave pendant un moment », raconte le serg. Harrison.

Le 12 septembre, les flammes avaient ravagé plus de 30 000 hectares dans la province et des ordres d'évacuation avaient été donnés.

« À cause de l'épaisse fumée et des véhicules d'urgence dans le parc, la plupart des visiteurs avaient déjà quitté les lieux avant l'évacuation, poursuit le serg. Harrison. Et 20 de nos membres étaient sur le terrain pour veiller au bon déroulement de l'évacuation. C'était assurément du bon travail d'équipe. »

Cinq résidences ont été détruites ainsi que d'autres bâtiments, mais il n'y a eu aucun décès.

Le gend. Tanner Flinn, qui est diplômé de la Division Dépôt depuis le printemps dernier et qui est arrivé au Détachement de Pincher Creek en mai, a été mis à contribution pour faire du porte à porte. Il dit aimer vivre et travailler dans la région, surtout pour les loisirs qu'on peut y pratiquer, et il espère continuer à servir la population de l'Alberta pendant plusieurs années.

« C'est encore tout nouveau pour moi, dit le gendarme de 24 ans qui vient de Jasper, en Ontario. J'aime travailler dans de petites localités rurales, rencontrer les gens et profiter du plein air. »

Les membres de la GRC qui sont affectés dans la région profitent de ces aspects plaisants depuis plus de 140 ans. La Police à cheval du Nord-Ouest s'est installée dans le sud de l'Alberta en 1874 et c'est à elle que l'on doit le nom de Pincher Creek.

Bien que peu nombreuse le reste de l'année, la population de Pincher Creek explose au printemps et à l'été lorsque les touristes affluent pour explorer le parc national des Lacs-Waterton, où l'on trouve un détachement saisonnier de la GRC, le plus vieux au Canada d'ailleurs : le Détachement de Waterton, qui a ouvert ses portes en 1928.

De mai à septembre, quatre membres supplémentaires sont affectés au parc national des Lacs-Waterton. Ils doivent notamment s'occuper des gens qui ont perdu leur passeport ou traversé illégalement la frontière. Mais de nombreux visiteurs ne veulent qu'une chose de la part de la GRC : voir des membres en tunique rouge.

« Les touristes trouvent que l'emblématique tunique rouge est fantastique et unique. Ils veulent toujours voir des membres en porter, raconte le cap. Feist. Les quatre membres du Détachement de Waterton se font constamment demander de se faire prendre en photo. L'été dernier, ils portaient la tunique rouge pratiquement chaque jour. » ■

GRC

La gend. Sherri Flundra du Détachement de Pincher Creek étudie une carte à un barrage routier dans le sud de l'Alberta le 12 septembre 2017. Des ordres d'évacuation avaient été donnés en raison d'un feu de forêt.

APPRENDRE DE NOUVEAUX TOURS À UN CHIEN

LA DÉTECTION DU FENTANYL INTÉGRÉE À L'ENTRAÎNEMENT DES CHIENS

par Paul Northcott

Les équipes cynophiles de la GRC consacrent des années à se préparer physiquement et mentalement aux rigueurs du travail policier. Cet entraînement n'est jamais terminé.

La préparation est constante et fluide car, qu'une équipe soit appelée à chercher des drogues ou une personne disparue, chaque situation est unique.

« Effectuer des tâches policières n'est jamais complètement sûr. On est constamment exposé à diverses situations, et quand il s'agit de les régler, "savoir, c'est pouvoir" », affirme le s.é. m. Gary Creed, instructeur principal au Centre de dressage des chiens de police (CDCP) de la GRC à Innisfail (Alb.), à environ 140 km au nord de Calgary.

Cette philosophie est d'autant plus pertinente avec l'apparition du fentanyl, dangereux opioïde synthétique. Cette drogue pose des difficultés pour les organismes policiers en raison du nombre accru de saisies et de surdoses mortelles. En outre, plusieurs policiers ont été exposés à cette drogue en 2016.

GRC

La serg. Shaunna Lewis , instructrice au Centre de dressage des chiens de police de la GRC à Innisfail (Alb.), présente du fentanyl à un chien de police.

DU FLAIR POUR LE FENTANYL

Parce que le danger existe aussi pour les chiens, le s.é.-m. Creed s'est demandé comment permettre aux chiens de renifler cette poudre sans mettre en danger leur vie ou celle de leurs maîtres. Ancien maître-chien détecteur d'explosifs, le s.é.-m. Creed savait que des mesures avaient été prises dans ce domaine pour permettre aux chiens de détecter les bombes sans danger.

Des échanges avec le serg. Eric Boechler, de la section fédérale des crimes graves et du crime organisé de la C.-B., ont permis de trouver une piste et, l'année dernière, la GRC a élaboré et mis à l'essai une technique gagnante de détection du fentanyl.

Les techniciens de laboratoire ont mélangé 2 mg de fentanyl pur et 125 mg d'eau distillée, puis placé 10 gouttes de ce mélange sur un morceau de tissu ressemblant à un tampon démaquillant. Trois chiens ont participé aux premiers tests, et le s.é.-m. Creed reconnaît que l'équipe était parée au pire.

Du personnel médical et vétérinaire était sur place pour le cas où les choses tourneraient mal.

« On ne savait pas à quoi s'attendre, et on devait s'assurer que c'était bien l'odeur du fentanyl que les chiens détectaient », ajoute-t-il.

La preuve que l'entraînement fonctionnait est venue quelques mois plus tard à Vancouver, lorsque l'un des trois chiens a découvert des milliers de comprimés de fentanyl dans un véhicule durant un contrôle routier.

« On a maintenant un dossier opérationnel qui prouve que les chiens peuvent détecter le fentanyl », explique le s.é.-m. Creed, qui précise que tous les maîtres-chiens possèdent l'antidote, la naloxone.

En novembre 2017, le CDCP a reçu un prix pour son travail de détection du fentanyl aux prix Homeland Security 2017 aux États-Unis.

ENTRAÎNEMENT ET SACRIFICES

Le dressage de chiens de police prend des années. Avant l'âge d'un an, les jeunes bergers allemands vont vivre avec leur maître, ou un maître-chien potentiel, pour y être entraînés et socialisés. Ils retournent régulièrement au CDCP pour un entraînement plus intensif et, une fois membres à part entière, les chiens sont recertifiés, ou validés, chaque année.

Cela ne pourrait se faire sans un élément crucial : le soutien de la famille.

« Une personne qui veut travailler aux Services cynophiles de la GRC doit savoir que c'est un mode de vie, et que toute la famille doit embarquer, déclare le serg. Dave McClarty, gestionnaire de programme aux Services cynophiles en Saskatchewan. Ce serait très difficile pour le membre si sa famille ne l'appuyait pas. »

Le cap. Fraser McInnis, affecté avec son partenaire canin Axel sur la côte ouest de Terre-Neuve, a sacrifié du temps avec ses deux jeunes fils pour suivre et approfondir sa formation.

Il était absent lorsque ses deux fils étaient en bas âge.

« Je ne pourrais pas le faire sans ma femme, reconnaît-il. Je ne suis pas toujours là pour les anniversaires et, le jour de Noël (2017), on m'a appelé parce qu'un chasseur avait disparu. Mais quand cet appel vient, il faut tout abandonner et partir. »

Axel, comme le chien policier du serg. McClarty, Denver, et tous les autres chiens de la GRC appelée à chercher des drogues, a été entraîné à détecter le fentanyl.

« Ces chiens sont déjà formés. Cela leur prend un jour pour apprendre à reconnaître la nouvelle odeur du fentanyl et à y réagir, explique le s.é.-m. Creed. Je ne sais pas ce que sent le fentanyl, parce que je n'ai jamais eu le courage de mettre le nez dessus, mais ça doit sentir fort, parce que les chiens semblent le détecter très facilement. » ■

CERNER LES TENDANCES

POUR ÉTABLIR DES LIENS ET RÉSOUDRE LES CRIMES

Pour le néophyte, les crimes peuvent sembler sporadiques, sans liens logiques. C'est à une analyste de la criminalité de la GRC, Kim Audette, d'y donner un sens. En 2013, celle ci a contribué à la création du premier Groupe de l'analyse des crimes en Saskatchewan, chargé d'analyser les tendances criminelles, les tendances géographiques et les comportements humains. Amelia Thatcher s'est entretenue avec Mme Audette pour mieux comprendre comment les liens ainsi établis aident à résoudre les crimes.

EN QUOI CONSISTE L'ANALYSE DES CRIMES?

Il s'agit d'exploiter les données et les éléments de preuve pour cerner les points chauds du crime et prévoir les occurrences. Ces données aident les agents de première ligne à répartir les effectifs dans un quart donné.

À QUELLE FRÉQUENCE ÉTUDIEZ-VOUS LES TENDANCES?

Nous surveillons les incidents au quotidien, surtout les crimes contre les biens. Ainsi, nous observons quels commerces sont la cible d'introductions par effraction et les endroits où les véhicules sont volés. Y a-t-il eu une série de vols dans un quartier précis? Selon les données obtenues, nous déterminons les mesures de prévention adaptées.

QUELLE STRATÉGIE ADOPTEZ-VOUS?

Nous analysons en particulier le mode opératoire (MO) – les habitudes et les tendances du criminel – la façon dont il s'introduit dans un lieu, le genre de biens dérobés, et s'il s'agit d'un crime fortuit ou ciblé.

S'il y a un suspect connu, nous vérifions ses antécédents dans les bases de données. Sinon, nous essaierons d'en déterminer un en consultant le Système d'incidents et de rapports de police (SIRP) dans lequel les policiers documentent les crimes. Nous communiquerons aussi avec d'autres détachements et nos partenaires municipaux pour voir s'ils ont relevé des crimes similaires dans leur secteur ou ont un suspect possible.

Nous cherchons ensuite les incidents similaires survenus dans le secteur à la même époque. Nous établissons une période et une carte des lieux probables, selon la direction prise par le criminel afin d'éventuellement relier les crimes selon les preuves et le MO. Nous travaillons avec les enquêteurs pour leur fournir des données nouvelles et des pistes qui aideront à clore l'affaire.

Scott McGregor, GRC

L'analyste de la criminalité Kim Audette, de la GRC, aide les enquêteurs en Saskatchewan à établir un lien entre différents crimes.

QUELS GENRES D'OBSTACLES SE POSENT À VOUS?

D'abord, l'intégrité des données : nous sommes limités par les incidents qui sont signalés. Sans information, nous ne pouvons établir de liens.

Ensuite, la géographie de la province : dans les collectivités très soudées du nord, la plupart des criminels sont connus; dans le sud, il s'agit surtout de criminels en maraude qui sillonnent les routes principales. C'est alors difficile de déterminer un suspect. Il est ardu de lier un crime commis à la frontière de l'Alberta à un autre survenu près de la frontière manitobaine – le lien ne saute pas aux yeux; pourtant, seulement huit heures de route séparent les deux points. L'enquêteur n'est pas enclin à vérifier au-delà des limites de son secteur. C'est ici que j'interviens.

AVEZ-VOUS UN CAS À DONNER EN EXEMPLE?

Nous avons récemment recensé plus de 200 introductions par effraction survenues en C.-B., en Alb., en Sask. et au Man. Tout a débuté lorsqu'un détachement a signalé une série d'introductions par effraction dans un club de golf. Nous avons relevé la même occurrence dans un détachement voisin. L'affaire a fait boule de neige : j'ai tôt fait de déceler 40 cas reposant sur ce MO.

Nous avons rapidement déterminé un suspect, puis établi un lien entre lui et une série de véhicules volés -- il s'en servait pour se déplacer entre deux crimes. Dans un des camions volés, nous avons trouvé des reçus du motel où il séjournait. La recette de ses crimes lui permettait de subsister tandis qu'il sillonnait le pays pour jouer au golf.

Un mandat nous a permis d'obtenir ses relevés d'appels, grâce auxquels nous avons cerné les endroits où il séjournait, puis établi des liens avec le lieu et la date de ses crimes. Nomade, ce criminel était difficile à repérer, jusqu'à ce qu'il achète un véhicule et l'immatricule à son nom; nous avons pu alors l'appréhender et obtenir un mandat de perquisition. Auparavant, il avait échappé à l'attention des autorités, mais forts de notre analyse et de nos enquêtes, nous avons pu obtenir une condamnation fédérale. ■

DES POLICIERS INSTITUTEURS

TISSER DES LIENS AVEC LES JEUNES GRÂCE AUX PROGRAMMES SCOLAIRES

par Amelia Thatcher

Chaque semaine, à Okotoks (Alb.), la gend. Rita Gillis rend visite à une classe de 4e année pour lire une histoire aux élèves.

« Pour beaucoup d'enfants, la présence d'un policier en classe est quelque chose de tout nouveau, indique la gend. Gillis, agente de liaison scolaire au Détachement d'Otokoks. Ils ne sont pas habitués à voir des policiers dans le rôle d'enseignant. »

Dans le cadre du programme DIRE, des policiers armés de livres apprennent à des élèves du primaire à faire face à l'intimidation. Par la lecture et la discussion, ils enseignent aux enfants les quatre stratégies cardinales de résolution des conflits promues par le programme : demander de l'aide, ignorer, reculer, en parler (DIRE).

L'an dernier, la gend. Gillis a aidé à introduire DIRE à la St. Mary's Elementary School. Le succès fut si grand que le programme est maintenant donné dans cinq classes de 4e année.

« Ça ouvre un nouveau canal de communication, dit la gend. Gillis. Nouer des liens aussi tôt avec les élèves facilite les relations qu'on aura plus tard avec eux, quand ils seront adolescents. »

GRC

La gend. Rita Gillis lit des histoires à des élèves de 4e année à Okotoks (Alb.) dans le cadre de DIRE, un programme qui enseigne aux jeunes à faire face à l'intimidation.

NE PAS HÉSITER À DIRE

DIRE est subventionné par la Fondation de la GRC, un organisme caritatif qui met sur pied, développe et soutient des programmes pour l'enfance et la jeunesse partout au Canada. Les détachements de la GRC se servent souvent des programmes parrainés par la Fondation pour entrer en relation avec les jeunes et les détourner précocement du chemin de la criminalité.

En amenant des policiers dans les classes pour échanger avec les enfants, le programme DIRE favorise la création de liens. Chaque mois, un policier vient lire aux élèves un des livres dénonçant l'intimidation que l'école a retenus, puis amorce avec eux une activité de communication portant sur les points abordés.

Lors de sa dernière visite scolaire, la gend. Gillis a lu une histoire qui soulignait l'importance de savoir apprécier nos différences.

Elle a ensuite demandé aux élèves, groupés deux par deux, d'énumérer les choses qu'ils avaient en commun, puis celles qui les rendaient uniques.

« Excitation et participation étaient à leur comble, rapporte-t-elle. J'ai surpris des conversation inouïes, comme cet élève qui dit à un autre " je ne savais pas que tu aimais le sushi!" — tous ont découvert des choses insoupçonnées sur leurs camarades de classe. L'activité a fait naître un sentiment d'unité et de camaraderie chez les élèves. »

La gend. Gillis apprécie la manière dont DIRE incite la police à converser avec les jeunes.

« Les enfants s'imaginent souvent que les policiers ont une épaisse carapace, alors il est utile de leur montrer que nous sommes des personnes ordinaires. Ça abat les barrières.

KIDS, COPS AND COMPUTERS

La Fondation de la GRC soutient aussi le programme Kids, Cops and Computers (KCC), qui s'adresse aux élèves du secondaire. Tout comme DIRE, le programme KCC vise à mettre les jeunes sur la bonne voie en leur apprenant à adopter de saines habitudes de vie.

La gend. Rebecca Dingle, de la GRC, mène le programme dans une classe de 7e année de la Brooks Junior High School, à Brooks (Alb.). Depuis trois ans, elle se sert de KCC pour nouer contact avec les jeunes de la communauté.

« En leur donnant des outils pour réussir très tôt dans la vie, on réduit les risques de délinquance future, analyse la gend. Dingle. Ils passent leur temps à utiliser l'ordinateur, leur cellulaire et les médias sociaux. Nous cherchons à leur inculquer des habitudes saines, sensées et sécuritaires. »

Dans le cadre du programme, chaque jeune reçoit un ordinateur portatif qu'il peut utiliser tout au long de l'année pour faire ses devoirs.

« Les jeunes ont un talent naturel pour le numérique, et l'utilisation de technologies en classe peut stimuler leur ardeur au travail, constate Jim Burchell, directeur de la Brooks Junior High School. Cela rétablit une certaine équité entre les élèves qui n'ont pas d'outils informatiques à la maison et ceux qui en ont. »

La gend. Dingle va voir sa classe de 7e année une fois par mois. Elle aborde des thèmes comme la cyberintimidation, le sextage et l'estime de soi. Elle montre en outre aux élèves comment signaler les cas de harcèlement en ligne, comment protéger leur profil sociomédiatique et comment déterminer s'il est opportun ou non d'afficher en ligne tel ou tel contenu.

À la fin de l'année, les jeunes qui ont suivi le programme jusqu'au bout se voient officiellement céder la propriété de l'ordinateur portatif qui leur avait été prêté.

« Mettre la technologie à la disposition des jeunes favorise leur réussite et les aide à exceller dans les domaines qui les intéressent, conclut la gend. Dingle. Notre espoir est de voir certains d'entre eux saisir l'occasion de s'imposer comme des meneurs, aussi bien à leur école et dans leur communauté que dans le cyberespace. » ■